

# LA VERITE



■ Roger DUCROS

**Quelques semaines capitales**

---

■ Etienne LAURENT

**L'Amérique latine dans le mouvement de la révolution mondiale**

---

■ Jacques MEYRAND

**Moyen-Orient : la quadrature du cercle**

■ Stéphane JUST

**Monsieur Fauvet historien**

Février 1978 Prix 8 F

N° 580

UNE CONTRIBUTION  
POUR  
LA DISCUSSION INTERNATIONALE  
AU SEIN DE L'OCCI  
ET DU COMITE D'ORGANISATION  
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

# **l'Amérique latine dans le mouvement de la révolution mondiale**

par Etienne LAURENT

*Le comité de rédaction de « La Vérité » a décidé la publication d'un article du camarade E. Laurent comme contribution à la discussion préparatoire de la III<sup>e</sup> Conférence latino-américaine du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.*

*La place accordée à cet article est à la mesure de l'importance de la lutte des classes en Amérique latine par rapport à la lutte des classes mondiale, à la mesure de l'importance du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont cette conférence sera un moment.*

---

## **1- l'Amérique latine et la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale**

---

La lutte des classes dans les pays d'Amérique latine s'inscrit dans une situation mondiale déterminée, dont elle est à son tour un élément constitutif. Affirmer cela ne revient en aucune manière à prétendre appliquer à la situation politique et aux rapports entre les classes existant ac-

tuellement dans les pays d'Amérique latine, un décalque mécanique des traits caractéristiques de l'état général des rapports politiques existant aujourd'hui à l'échelle internationale entre la classe ouvrière mondiale, la bourgeoisie et les appareils contre-révolutionnaires de la bureaucratie



stalinienne du Kremlin, de la bureaucratie chinoise et des bureaucraties satellites.

Pas plus que « la révolution internationale du prolétariat ne peut être un acte simultané » (1), il ne peut y avoir d'application mécanique dans telle ou telle région ou dans tel pays des traits caractéristiques qui définissent à un moment déterminé les rapports mondiaux entre les classes. L'unité mondiale de la lutte des classes est une unité organique, mais différenciée. Elle n'efface pas les éléments de différenciation dans les conditions de la lutte des classes dans tel ou tel pays, ni les événements qui y déterminent l'état exact des rapports politiques entre les classes, mais les intègre au contraire comme composantes de l'ensemble :

« Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme des fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un supplément aux traits généraux (...). En réalité, les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années (...). L'originalité nationale représente le produit final le plus général de l'inégalité de développement historique. » (2)

L'appréciation précise du moment exact de la lutte des classes en Amérique latine repose obligatoirement pour une part importante sur la compréhension du mouvement d'ensemble de la lutte des classes dans les pays du continent.

Ainsi que nous le rappelons longuement dans la suite de cet article, la classe ouvrière d'Amérique latine

(1) Trotsky, « Critique du programme de l'Internationale communiste ».

(2) Trotsky, préface à la « Révolution permanente ».

a fait preuve, de façon répétée, dans de nombreux pays — Argentine, Chili, Cuba, Pérou, Paraguay (la liste n'est pas limitative) — des plus grandes initiatives de lutte des classes. Dans le cas de Bolivie en 1971 et du Chili en 1973, son activité a débouché sur des conditions différenciées plus bas, sur des situations révolutionnaires ouvertes où la question du pouvoir était posée. Dans le cas de Cuba, l'activité des masses a débouché sur une révolution qui n'a pas pu aller à son terme — la détermination du prolétariat et l'Etat — et vaincre les obstacles dressés par la direction castriste alliée au stalinisme, faute de parti révolutionnaire.

Pour une part, les rapports politiques entre les classes dans l'ensemble de l'Amérique latine ont été nourris par ces événements. Leur poids s'est fait sentir même dans les moments où il y a eu reflux du prolétariat. Le tournant dans la situation politique, qui se dessine aujourd'hui dans le sens de la multiplication des manifestations de crise des formes de domination politique existant dans de nombreux pays — en particulier les dictatures militaires —, ne peut être compris indépendamment du renforcement certain du poids politique du prolétariat, dont le mouvement est retracé plus loin.

## LES TRAITS FONDAMENTAUX DE L'ÉVOLUTION MONDIALE

Mais ce serait commettre une erreur de méthode tout aussi grave que de chercher à apprécier le moment de la situation politique dans les pays d'Amérique latine en se limitant à une analyse de la lutte des classes dans cette partie du monde, ou dans chacun de ces pays.

En effet, ces particularités nationales qui peuvent « déterminer la stratégie révolutionnaire pendant de longues années » ne se situent pas en dehors du temps et de l'espace. Elles

ne peuvent pas être abstraites des relations sociales et politiques mondiales, ni de l'unité mondiale de la lutte des classes, ni du moment des rapports politiques entre les classes qui caractérisent celui-ci.

Tous les rapports entre les classes, tous les rapports politiques en Amérique latine sont des composantes d'une situation mondiale que le Comité d'organisation — à la suite de l'OCI — a caractérisée, après la grève générale en France de mai-juin 1968 et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, comme une nouvelle période de la révolution prolétarienne, celle de la révolution imminente.

De façon plus précise encore, le moment exact de la situation politique en Amérique latine, quatre ans après le coup d'Etat du 11 septembre au Chili, un an et demi après le coup d'Etat de Videla en Argentine, ne peut pas être compris correctement en dehors du cadre d'ensemble des rapports politiques entre les classes issus des événements de 1974-1975, que le Comité d'organisation et l'OCI ont définis comme constituant un nouveau tournant à l'échelle mondiale dans le cadre de la période ouverte en 1968.

L'OCI a analysé dans une série de documents et d'articles le contenu et la portée des événements qui ont constitué ce tournant. C'est d'abord l'ouverture de la révolution prolétarienne au Portugal, le 25 avril 1974, comme premier anneau de la nouvelle chaîne de la révolution en Europe. C'est le développement, à partir du même moment, en France (avec la défaite de l'UDR aux élections présidentielles et l'élection à une très faible majorité de Giscard d'Estaing), en Espagne (avec la maladie et un an plus tard la mort de Franco et la désagrégation du franquisme), en Italie (avec les défaites subies par la démocratie chrétienne en 1974 et 1975), d'une crise des formes de domination de la bourgeoisie préparant les conditions de l'éclatement

de la crise révolutionnaire. C'est la poursuite et l'approfondissement du mouvement de la révolution politique en Pologne, comme manifestation des rapports politiques entre la classe ouvrière et la bureaucratie dans l'ensemble des Etats ouvriers bureaucratés. C'est la crise politique qui déchire l'impérialisme US, que marquent le scandale de Watergate et la démission de Nixon sur lesquels nous allons revenir. C'est enfin, événement capital à l'échelle mondiale, la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, moyennant l'effondrement en quelques semaines du régime Thieu. En arrière-fond de l'ensemble de ces événements, il y a enfin la transformation de la crise monétaire en marche à une crise économique qui commence, à partir de 1974-1975, à assumer les traits les plus classiques de crise de surproduction se dirigeant vers la dislocation du marché mondial.

C'est l'ensemble de ces événements qui constituent le cadre d'ensemble où la lutte des classes en Amérique latine s'insère comme l'une de ses composantes. Pour des raisons de place et de concentration des termes de la discussion, nous insisterons dans la suite de cette première partie principalement sur la signification pour la lutte des classes en Amérique latine de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam et de la crise politique à Washington, dont le point de départ est antérieur à l'effondrement du régime Thieu.

---

## DE LA DEFAITE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN AU VIETNAM...

---

L'impérialisme dominant, celui qui sert de clef de voûte au système impérialiste mondial, autant sur le plan politique que sur le plan économique, est l'impérialisme américain. Du point de vue des intérêts de la bourgeoisie mondiale, Brzezinski, conseil-

ler particulier de Carter pour les affaires étrangères, peut affirmer que

« lorsque l'Amérique vacille, l'économie mondiale et l'équilibre politique deviennent instables. Si l'Amérique cessait de développer une orientation constructive, elle contribuerait directement au développement de désordres politiques et économiques majeurs. »

Cette réalité, indiscutable en général sur le plan mondial, s'exprime de façon plus manifeste et immédiate encore dans le cadre de l'Amérique latine. Depuis que l'impérialisme yankee a délogé les impérialismes européens, en particulier britannique, de l'essentiel de leurs positions en Amérique latine à la faveur de la Première puis de la Seconde Guerre impérialiste mondiale, c'est lui seul qui occupe, sans relais et sans personne pour le seconder, les fonctions de maintien de l'ordre impérialiste et de gardien, à son propre compte, de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois dans les pays de la région. Pour chacune des formes de domination politique de la bourgeoisie existant dans chaque pays d'Amérique latine, l'impérialisme yankee, ses positions, ses capacités d'intervention représentent un élément constitutif du système de domination politique en vigueur, l'élément de recours en dernière instance.

En partant de cette constatation, il faut apprécier ce qu'ont significé, du point de vue des masses aussi bien que de celui des bourgeoisies d'Amérique latine, la défaite subie par l'impérialisme yankee au Vietnam et les contrecoups qu'elle a eus sur la crise du système politique américain lui-même.

Pour la première fois de son histoire, l'impérialisme américain a subi au Vietnam une défaite cuisante. Il n'a pu vaincre le peuple vietnamien, ouvriers et paysans, engagé dans une

guerre révolutionnaire sous la direction du PCV, pour la libération et l'unité nationale. En dernière instance, il a dû laisser le gouvernement et l'Etat compradore de Thieu s'effondrer sur eux-mêmes, ainsi qu'un château de cartes privé de toute fondation. Il a été battu après avoir engagé sous Kennedy et Johnson d'énormes moyens matériels et financiers. Il a été battu après avoir obtenu l'appui total de la bureaucratie du Kremlin et ensuite de celle de Pékin. Il a été battu, bien que, en ratifiant les accords de Paris de Pévri 1973, le PCV ait accepté la partition du Vietnam, le respect des intérêts de l'impérialisme au Sud, la prédominance du gouvernement et de l'Etat compradore de Thieu.

L'héroïque résistance du peuple vietnamien est à l'origine de cette défaite. A elle seule, elle ne pouvait parvenir à un tel résultat.

La lutte des classes mondiale, l'état des rapports sociaux et politiques aux Etats-Unis mêmes ont ôté à l'impérialisme américain les moyens politiques nécessaires pour mobiliser toutes ses ressources matérielles et militaires contre les masses vietnamiennes. La bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise — ainsi que le PCV en dernière analyse — ont été de leur côté tout aussi incapables de faire respecter les accords de Paris, pour la raison fondamentale qu'après des années de guerre révolutionnaire, la bourgeoisie compradore était décomposée, dépourvue de racines sociales, dans une société bouleversée. La décomposition et l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradore de Thieu, de son administration, de sa police, de son armée, ont exprimé la désagrégation de la bourgeoisie du Sud-Vietnam et la dislocation de toute la société, que seule la présence immédiate, directe, de l'impérialisme US masquait et contenait tout en les aggravant.

## ... A SON IMPACT EN AMERIQUE LATINE

Un événement d'une telle portée a nécessairement de profondes répercussions. Pour les bourgeoisies gangrenées d'Amérique latine, la chute brutale du régime Thieu, s'effondrant en quelques semaines de toute sa hauteur et de tout son poids, est venue rappeler un exemple proche, qui est resté pour eux une hantise, celui de la chute en quelques jours — du 31 décembre 1958 au 2 janvier 1959 — du régime compradore pourri de Batista à Cuba. Ce régime, lui aussi, s'était effondré de tout son poids, laissant une brèche qui a marqué l'ouverture de la révolution cubaine et le point de départ d'une mobilisation révolutionnaire des masses s'attaquant aux institutions de l'Etat compradore. Pour les régimes d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, la chute de Thieu a eu des aspects prémonitoires et a été ressentie durement. Pour les masses exploitées et opprimées par l'impérialisme en Amérique latine, la défaite de l'impérialisme a été ressentie comme leur propre victoire.

Aucun militant d'Amérique latine, y compris ceux qui ont eu les désaccords les plus profonds avec toute son orientation, n'a oublié le titre du dernier texte d'Ernesto Che Guevara : « Créer, deux, trois, de nombreux Vietnam. » L'orientation foquiste niant l'hégémonie du prolétariat préconisée par Che Guevara conduisait à l'impasse tragique parce qu'étrangère aux méthodes de la classe ouvrière. Mais le titre de son texte traduisait bien ce que signifiait pour les masses d'Amérique latine le combat de la classe ouvrière et de la paysannerie du Vietnam contre l'impérialisme. La victoire remportée par la révolution mondiale au Vietnam est un fait qui vit depuis 1974 dans la conscience instinctive des masses d'Amérique latine et

nourrit les rapports politiques entre les classes.

La défaite du prolétariat chilien, après que la politique de front populaire de l'Unité populaire eût ouvert la voie à la contre-révolution et livré les masses pieds et poings liés aux généraux appuyés sur l'impérialisme US, a permis d'amortir quelque peu en Amérique latine l'onde de choc immédiate de l'effondrement de Thieu et la défaite de l'impérialisme yankee.

Même amortie par le coup d'Etat du 11 septembre et la politique traître du front populaire, l'onde de choc a néanmoins eu son impact. Depuis avril 1975, la défaite subie par l'impérialisme yankee au Vietnam, au Cambodge et au Laos, et la crise politique — ouverte dès avant la défaite de l'impérialisme US au Vietnam — que le Watergate a cristallisée, mais à laquelle la défaite a donné toute son ampleur, se situent en arrière-plan de la crise de domination politique que connaissent l'écrasante majorité des régimes d'Amérique latine, impuissants à régler, sinon à aborder, la solution des problèmes propres qui se posent aux nations opprimées.

L'exemple de l'Argentine est particulièrement significatif. Le coup d'Etat du 24 avril 1976 a été organisé, comme ceux de Banzer, de Pinochet ou des militaires brésiliens, avec l'accord et les conseils actifs de l'impérialisme US. Il avait été immédiatement précédé par le refus de Kissinger de se rendre à Buenos Aires et de cautionner le régime d'Isabel Peron. L'incapacité de la junte à maîtriser la situation politique, et à stabiliser depuis cette date les rapports aussi bien entre les classes qu'à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même, traduit la présence d'un mouvement de masse qui n'a pas été écrasé. Le fait que Videla ne parvienne pas à fournir à la bourgeoisie et à l'impérialisme en Argentine les bases d'une forme de domination politique stable contribue à donner toute

la dimension de ce qu'a représenté comme coup pour l'impérialisme l'effondrement du régime Thieu au Vietnam.

### L'INADEQUATION DES FORMES POLITIQUES DE DOMINATION DE LA BOURGEOISIE IMPERIALISTE US

Les conséquences pour l'Amérique latine de la défaite américaine doivent être mesurées aussi par rapport à un facteur indirect, mais absolument décisif, qui est celui de ses contrecoups sur le système de domination politique de la bourgeoisie impérialiste américaine elle-même.

Ici, ce sont en réalité tous les faits politiques majeurs des mandats présidentiels successifs de Nixon qui exigent une appréciation exacte. La défaite au Vietnam et Watergate mesurent l'ampleur des problèmes que doit résoudre l'impérialisme US, mais des événements d'une portée aussi importante doivent y être reliés : les voyages de Kissinger et Nixon à Pékin en 1972, consacrant l'intégration de la bureaucratie chinoise dans le dispositif contre-révolutionnaire mondial : les accords de Moscou de 1972 et le resserrement étroit de l'alliance contre-révolutionnaire entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin : la déclaration de Nixon du 15 août 1971, mettant fin à la convertibilité du dollar en or et à tout le système de Bretton-Woods.

Les rapports politiques entre les classes qui se sont exprimés en 1968 ont été confirmés en 1970-1971. Le tournant des années 1974-1975 en est résulté et leur a donné une nouvelle impulsion. Ils ont imposé l'établissement de la nouvelle sainte-alliance comme un impératif catégorique de la politique de l'impérialisme américain, des bureaucraties d'URSS, de Chine, de Castro.

Ces développements ont une dimension fondamentale, interne aux Etats-Unis eux-mêmes, qu'il ne faut jamais perdre de vue. Dans son propre pays, l'impérialisme US est confronté à une situation où il lui serait nécessaire de bouleverser les rapports entre les classes, les rapports politiques, les institutions que l'histoire lui a légués et qui sont désormais inadaptables à ses besoins objectifs, à son rôle mondial. Il lui faudrait édifier, ou tenter d'édifier, un Etat fort.

De Kennedy à Johnson et de Johnson à Nixon et à Carter et d'aujourd'hui, la construction d'un Etat fort est devenue une nécessité toujours plus pressante pour l'impérialisme américain. Mais cette nécessité, pour se réaliser, suppose de gigantesques bouleversements, aussi bien au niveau des rapports entre la bourgeoisie américaine et la classe ouvrière qu'à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même, entre ses différentes couches et fractions.

C'est là qu'il faut chercher la signification du Watergate, de la chute de Nixon, et le fil conducteur des difficultés internes de la politique américaine, qui se sont poursuivies et approfondies sous Ford et maintenant sous Carter, et qui sont indissociables de la nouvelle période de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale. La construction d'un Etat fort exigerait l'intégration complète des pouvoirs fédéraux : la transformation du parlementarisme (aussi véreux soit-il) en couverture du pouvoir d'Etat et de sa représentation, le président des USA ; une symbiose encore plus étroite entre l'Etat et le capital financier. Après bien d'autres — Wilson, Roosevelt, Kennedy —, Nixon et Kissinger se sont avancés sur cette voie jusqu'à ce que le Watergate vienne bouleverser les dispositifs mis en place et permettre ainsi aux intérêts provinciaux, limités, de certaines fractions du capital américain de relever la tête.

Dix mois après l'accession de Carter au gouvernement, la crise de la

forme de domination de classe de la bourgeoisie américaine se poursuit. Carter ne parvient pas à définir et appliquer une politique d'ensemble cohérente. Il se heurte aux mêmes obstacles que ses prédécesseurs : l'inadéquation des rapports sociaux et politiques, du contenu des institutions des USA et des exigences auxquelles l'impérialisme US est confronté.

Cette situation existe avant même que la classe ouvrière américaine n'ait commencé à avancer vers le centre de la scène politique et n'ait en particulier repris le combat pour la constitution de son expression politique propre, son parti indépendant de classe. Sur le plan des positions économiques sur lesquelles elle campe, la classe ouvrière américaine a su définir des limites à la liberté d'action de la bourgeoisie américaine. C'était le sens de la grande grève de la General Motors en 1970. Mais le combat des Noirs dans les années 60, les mobilisations populaires, et en particulier de la jeunesse contre la guerre du Vietnam ont également été à la base des difficultés croissantes que l'impérialisme US a rencontrées pour jouer son rôle mondial face à la nouvelle montée internationale de la révolution. L'ensemble de la situation actuelle doit pousser la classe ouvrière américaine à une activité politique indépendante. 47 % de l'électorat s'est abstenu lors des élections de novembre 1976, traduisant le fait que de vastes secteurs de la classe ouvrière et des masses ne se reconnaissent ni dans Carter, ni dans Ford, ni dans le Parti démocrate, ni dans le Parti républicain, sans avoir encore à cette étape d'expression politique propre.

---

### LES REPERCUSSIONS EN AMERIQUE LATINE DE LA NOUVELLE SITUATION

---

Le poids écrasant des contradictions que l'impérialisme américain a été contraint de concentrer sur lui-

même, la marche à la dislocation du marché mondial qui a tout au plus été ralentie au cours des dernières années, les effets non maîtrisés de la crise économique aux Etats-Unis mêmes, l'ouverture de la révolution européenne au Portugal au moment même où Thieu s'effondrait, l'onde de choc brutale de l'effondrement du salazarisme dans toute l'Afrique, l'ensemble différencié de la situation de la lutte des classes mondiale engagée toujours plus nettement dans le cadre défini comme celui de la révolution imminente ont tendu à libérer chaque jour plus clairement, au sein du système politique et de la bourgeoisie américaine, des forces centrifuges. Les formes politiques de la domination de classe de l'impérialisme US sont inadaptées. Il y a une absence criante, manifeste, d'unité de vue, d'unité d'orientation, d'unité de commandement à la tête de l'Etat impérialiste américain. A Washington, on « vacille » indiscutablement et l'on introduit, comme Brzezinski est mieux placé que quiconque pour l'apprécier, un facteur d'instabilité spécifique qui se cumule aux facteurs d'instabilité propres aux régimes politiques compradores de l'impérialisme en Amérique latine — et en certaines circonstances les amplifie.

Dans son rapport à la septième session du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, S. Just a expliqué :

« L'impérialisme US est politiquement en crise. La crise qui a abouti à la chute de Nixon, qui résulte de la défaite au Vietnam, est loin d'être résolue. La politique de l'impérialisme US a des constantes. Elle s'appuie sur la bureaucratie du Kremlin et sur la bureaucratie chinoise contre les masses. Elle fait pression sur les bureaucraties et sur ses partenaires impérialistes pour faire valoir ses intérêts spécifiques, encore que de façon très modérée. Pourtant, tout cela ne constitue pas encore une politique globale co-



hérente, comme l'était celle qui a abouti à l'intensification de la guerre au Vietnam, ou même encore comme celle de Nixon qui a abouti aux accords de Paris. Jusqu'alors, Carter n'a pas élaboré une politique globale de remplacement. L'impérialisme US agit empiriquement.»

Face à la montée des masses qui s'annonce et qui s'exprime déjà dans cette nouvelle période de la révolution mondiale, les plus formidables contradictions surgissent de la volonté commune de l'impérialisme US et de la bureaucratie du Kremlin, de la bureaucratie chinoise, du castroïsme, des gouvernements compradors, des partis de la bourgeoisie nationale, des PC, à établir un harrage face à la révolution.

Du côté de l'impérialisme US, Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis devant les Nations unies, Terence Todman, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires latino-américaines, ou Mme Patricia Devian, coordinatrice du département d'Etat pour les prétendus « Droits de l'homme », agissent tous pour le compte de l'Etat impérialiste américain et du capital financier, et c'est dans ce sens que leurs déclarations, interventions et orientations doivent toutes être comprises. Aujourd'hui, ces déclarations et interventions traduisent néanmoins d'importantes divergences sur la manière de faire face aux masses en Amérique latine. Au sommet de l'Etat impérialiste et dans les sphères dirigeantes du capital financier, on est loin d'être parvenu à un accord sur la façon dont il faut affronter stratégiquement la nouvelle période révolutionnaire mondiale et les rapports politiques entre les classes qui lui sont liés.

L'impasse et la crise politique d'un ensemble de régimes dont la nature n'est pas identique, ceux de Pinochet, de Videla, de Banzer, des militaires brésiliens, celui de Morales

Bermudez au Pérou intègrent comme l'une de leurs composantes les éléments de crise politique non maîtrisés propres à la bourgeoisie impérialiste dominante. Les dirigeants des régimes politiques d'Amérique des apprécient mieux que quiconque qu'il n'y a pas unité de vue et de commandement à la tête de l'Etat américain et que l'impérialisme agit empiriquement, en dehors d'un plan d'ensemble.

A son tour, l'absence d'un plan stratégique d'ensemble face à la montée de la révolution mondiale conduit l'impérialisme US en Amérique latine à chercher à élargir quelque peu les formes politiques de la domination dans une série de pays. Début 1977, ont ainsi commencé une série de consultations non équivoques dans leur orientation, dont l'invitation faite à Frey et à Almeida par Mondale et Brzezinski de leur rendre visite constitue un exemple parfaitement caractéristique. C'est dans ce cadre que se situent les encouragements donnés au gouvernement Morales Bermudez dans sa recherche des moyens de modifier les formes politiques de la domination bourgeoise au Pérou, et que prend place également l'espoir de voir une issue similaire s'organiser au Brésil, plus généralement dans les autres pays soumis à la dictature militaire.

C'est dans ce cadre que se situe l'annonce faite par Banzer de « constitutionnaliser » la dictature en Bolivie. Cette décision traduit la modification dans les rapports politiques entre les classes qui s'est opérée en Bolivie en faveur du prolétariat. Mais elle constitue en elle-même un fait qui ne peut qu'accélérer la crise politique.

L'impasse des régimes de Pinochet, de Videla, de Banzer, de la dictature en Equateur, l'échec croissant des militaires brésiliens après une phase passagère de succès, la crise du gouvernement Morales Bermudez (dont

la nature n'est pas identique aux régimes qui viennent d'être mentionnés) faisant suite à la faillite du régime bonapartiste de Velasco Alvarado reposent sur le combat incessant mené pratiquement dans l'ensemble des pays d'Amérique latine par la classe ouvrière et les masses opprimées. Mais ils s'inscrivent dans un processus déterminé dû à la putréfaction du tissu social dans son

ensemble, du fait de la place occupée par les pays d'Amérique latine au sein du marché mondial, en tant que pays semi-coloniaux soumis au joug de l'impérialisme, où les tâches démocratiques bourgeoises n'ont pas été accomplies, et auxquels il est interdit encore plus rigoureusement aujourd'hui que par le passé d'accéder au marché mondial autrement que par l'entremise de l'impérialisme.

---

## 2 - crise des formes de domination et affaïssement des structures sociales

---

Avant de passer à la troisième partie de cet article où nous tenterons de donner une appréciation du mouvement d'ensemble du combat du prolétariat dans les pays d'Amérique latine, il faut consacrer une section à l'analyse des facteurs à l'œuvre dans l'affaïssement des structures sociales.

Aucune appréciation correcte de la situation politique dans ces pays ne peut négliger ce facteur qui doit être traité, ne fût-ce que brièvement, comme un élément spécifique exigeant une analyse particulière.

---

### L'EMPRISE ACCRUE DU CAPITAL ÉTRANGER

---

Le prolongement artificiel de l'existence du mode de production capitaliste au cours des trente dernières années a accentué les tendances inhérentes à la phase impérialiste, phase de réaction sur toute la ligne. Elle a aggravé, à un point jamais atteint auparavant, les conditions faites aux pays semi-coloniaux dans le cadre du marché mondial.

L'accumulation gigantesque de capital sous ses trois formes (capital

productif, capital marchandise, capital argent) a dépendu de l'énorme volant d'entraînement de l'ensemble de l'économie que les dépenses d'armement et parasitaires de toutes sortes ont constitué, de sorte qu'une grande partie du capital argent notamment est du capital fictif, mais qui doit rapporter comme tout capital pour être du capital. L'un des terrains d'activité privilégié de ce capital s'est situé dans les pays semi-coloniaux, en particulier ceux d'Amérique latine. Conjointement, la productivité sans cesse accrue des entreprises capitalistes, l'accentuation des tendances à la concentration et à la centralisation, l'emprise accrue du capital financier et des monopoles sur les rouages de l'économie mondiale ont signifié une accentuation de l'emprise pourtant déjà décisive du capital financier sur ces pays.

Traditionnellement, les investissements des trusts impérialistes se concentraient principalement dans le secteur minier, dans les plantations et dans les moyens de communication et d'échange (chemins de fer, ports, télégraphe et téléphone). Au cours des quinze à vingt dernières années, cette situation s'est modifiée.



Les investissements étrangers se sont diversifiés, de sorte qu'en plus des secteurs traditionnels, aucun secteur de la banque, du commerce ou de l'industrie manufacturière n'échappe désormais à l'emprise directe ou indirecte des grands trusts bancaires et industriels impérialistes.

A la fin des années 30 et dans les années 40, une partie des pays d'Amérique latine avait connu un procès d'industrialisation dans le cadre de politiques dites de « substitutions d'importations ». Ce processus a généralement été limité aux industries de biens de consommation, mais il s'est effectué avec des capitaux propres accumulés entre les mains de la bourgeoisie nationale en lutte pour son affirmation en tant que classe bourgeoise en son propre droit.

L'industrialisation des années 60 effectuée avec la bénédiction des économistes de la CEPAL sur la base de l'investissement direct accru des grands pays impérialistes et des organisations bancaires internationales (BIRD, BID) a eu des conséquences sociales tout autres. Elle a fait des industries des pays les plus importants d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique) comme des plus petits essentiellement des chaînes de montage pour la production de marchandises conçues à l'étranger, et dont une partie souvent importante des pièces et tout l'équipement sont importés. Les entreprises latino-américaines ont été de plus en plus rivées aux entreprises étrangères dont elles sont ou bien les filiales, ou bien les sous-contractants. Dans les pays où elle avait commencé à émerger, la bourgeoisie industrielle embryonnaire des années 1940 et 1950 a été bien souvent éliminée ou transformée en courtiers et intermédiaires des trusts impérialistes.

Mais les conséquences de l'emprise accrue du capital financier ne s'arrêtent pas là. Les formes nouvelles, beaucoup plus globales et plus profondes, d'emprise du capital finan-

cier sur l'ensemble de l'économie, y compris l'agriculture, sont venues volatiliser toutes les anciennes structures sociales dans les campagnes. Il serait faux de croire, en effet, que dans les pays semi-coloniaux d'Amérique latine, le capital financier a cessé de s'intéresser aux productions agricoles. Tout au plus, a-t-il abandonné certaines productions jugées moins rentables, dans certains pays. Globalement, l'emprise sur l'agriculture est bien plus large et plus profonde qu'avant.

---

### LA NOUVELLE EMPRISE IMPERIALISTE SUR LE SECTEUR AGRAIRE

---

Alors que pour certains types de produits et dans certaines régions, les trusts nord-américains ont abandonné la production directe, ce n'est pas le cas dans d'autres régions. Les changements intervenus en Amérique centrale et au Mexique, par exemple, sont liés à une réorientation de la production : l'exploitation directe par les Etats-Unis des légumes et des fruits a augmenté, alors que celle de la banane décline.

La nouvelle pénétration impérialiste directe dans les campagnes a été particulièrement notable au Mexique, au Brésil et en Colombie. Elle s'est faite dans la production de fruits et légumes et dans l'élevage notamment. Au Brésil, elle a fait du pays le second producteur mondial pour le soja, mais sous contrôle complet des trusts américains. Au Brésil et en Colombie, comme dans certains Etats d'Amérique centrale, la pénétration s'est faite par le rachat des grands latifundia et leur transformation en très grandes exploitations capitalistes. Au Mexique, elle a comporté une nouvelle concentration des terres paysannes.

Dans l'ensemble des pays, d'autre part, il y a une emprise absolue des trusts étrangers dans les secteurs in-

dustriels et bancaires qui entourent la production agricole : vente et production de machines agricoles au Mexique, en Amérique centrale et en de nombreuses régions d'Amérique du Sud, par Caterpillar Tractor, John Deer and Co ; équipement de transport agricole dans toute la région par Kaiser, par exemple ; vente des semences en Argentine, où Cargil est le principal exportateur de blé, d'orge, de maïs et d'autres céréales ; production et/ou vente d'engrais, d'aliments pour le bétail et d'insecticides dans toute l'Amérique latine par Ralston, Purina, Borden, Monsanto, Dow Chemicals ; activités bancaires et financement de l'investissement agricole dans toute la région où la Bank of America a quarante-six succursales.

Inscrites dans un réseau de liens tissés par le capital étranger, les relations de production dans l'agriculture se fondent de façon croissante sur le travail salarié, une réserve permanente de chômeurs (main-d'œuvre flottante, migratoire) se substitue aux paysans métayers traditionnellement fixés dans l'hacienda, tandis qu'un flot incessant de paysans déracinés, rejetés complètement des campagnes, va accroître les bidonvilles aux portes des grandes concentrations urbaines.

Au Mexique, où la bourgeoisie avait voulu asseoir sa domination dans les années 30 et 40 sur une réforme agraire assurant des moyens d'existence à un large secteur de la paysannerie, la concentration des terres sous l'impulsion du capital étranger a repris avec force. Selon une étude qui cite des statistiques officielles, le nombre des travailleurs agricoles sans terre est passé depuis 1950 de 1,5 million (soit 30 % de la force de travail agricole de l'époque) à près de 5 millions, soit plus de la moitié de cette force de travail.

L'ensemble de cette évolution se traduit d'autre part par une diminution des productions vivrières. Sous

l'influence des organismes bancaires internationaux ou privés, les cultures commerciales destinées à l'exportation ont augmenté, tandis que les denrées pour l'alimentation locale ont stagné ou diminué.

(En millions de tonnes)

	1967	1972
Exportations :		
Bananes		
Sucre	220	535
Bœuf	68	91
	163	228
Consommation locale :		
Haricots		
Blé	17	6
Riz	37	18
	69	63

« L'Agence américaine pour le développement, cite un rapport officiel américain, aide le gouvernement de la Colombie à suivre une stratégie du développement qui encourage le passage de la production de blé à d'autres cultures pouvant être produites plus économiquement, si bien que la Colombie importe actuellement plus de 85 % de ses besoins en blé. »

Il en a résulté dans ce pays comme dans tous les autres une dégradation totale des conditions d'existence des masses laborieuses. Celles-ci n'étaient pas élevées avant, mais tous les équilibres antérieurs ont été rompus. L'impact du capital financier a significativement une nouvelle régression dans l'agriculture et un accroissement de la sous-nutrition chronique parallèle à celui du chômage et aussi désastreux que lui dans l'ensemble de ses conséquences.

---

## UN ENDETTEMENT EXTERNE VERTIGINEUX

---

L'emprise accrue du capital financier et les formes prises par sa pénétration depuis 1960-1965 ont également contribué à aggraver encore

les conditions d'accès des pays d'Amérique latine au marché mondial. Cet accès a été contrôlé depuis un siècle par les bourgeoisies étrangères et subordonné à leurs exigences. Depuis une vingtaine d'années, aux formes traditionnelles de cette subordination (bourses des matières premières à Londres et à New York, fret sous contrôle des grands pays industriels, etc.), sont venues s'ajouter les formes tenant à la présence massive sur place des filiales des grands trusts et monopoles impérialistes, dont les décisions de production et de commercialisation commandent de façon décisive le montant des importations et des exportations des pays semi-coloniaux, objets de leurs activités d'investissements.

L'ensemble des processus a eu pour effet d'aggraver, si cela était encore possible, les déficits commerciaux de tous les pays latino-américains. D'un côté, les importations ne cessent d'augmenter, du fait de l'activité des filiales qui fonctionnent sur la base de l'importation de leurs biens d'équipement, leurs demi-produits et parfois même leur matière première de base.

Du côté des exportations, les débouchés traditionnels pour les matières premières se sont fermés à mesure que les pays capitalistes dominants ont trouvé des substituts aux matières premières classiques, ou les éliminent totalement de la production, tandis que les exportations de produits manufacturés dépendent entièrement de la place occupée par telle ou telle filiale dans l'organisation mondiale de chaque trust et des décisions prises par ceux-ci.

Les économies latino-américaines se sont peut-être « industrialisées », mais la structure de leurs exportations — exportation d'un petit nombre de produits primaires et de semi-produits, dont l'écoulement est subordonné aux aléas du marché et aux politiques des grands trusts qui déterminent à leur gré les conditions de l'échange — ne s'est nullement

modifiée. Le résultat se traduit au niveau des chiffres : de 11,9 % du total des exportations mondiales en 1950, les exportations latino-américaines tombent à 6,6 % de ce total en 1955, 6,8 % en 1960, 5,8 % en 1966, 5,4 % en 1975.

Le volume total de la dette des pays semi-coloniaux à l'égard des gouvernements, organisations internationales, banques commerciales et autres prêteurs privés n'est pas connu avec précision, mais toutes les estimations font état de chiffres extraordinairement élevés. « Business Week » évalue le total à 180 milliards de dollars, ce qui représente « près de deux fois le montant de la dette à long terme au commencement de 1974 ». D'autres sources donnent des estimations allant de 150 à 200 milliards de dollars. Un peu plus précis sont les chiffres concernant le déficit annuel des paiements des pays en voie de développement non producteurs de pétrole : celui-ci est passé de 9 milliards en 1973 à 28 milliards en 1974 et 38 milliards en 1975. Pour cette année, ce déficit pourrait diminuer un peu et ne plus représenter « que » 31 milliards de dollars, mais, même en ce cas, personne ne semble savoir exactement d'où va venir l'argent. Le directeur général adjoint de la Chase Manhattan Bank de Londres situe la dette totale des pays semi-coloniaux à 145 milliards de dollars à la date de décembre 1975, et le besoin supplémentaire de financement pour couvrir les déficits entre 1976 et 1980 à 150 milliards de dollars.

---

**QUELQUES EXEMPLES :  
BRESIL, MEXIQUE,  
ARGENTINE**

---

On estime que les pays d'Amérique latine représentent environ 45-50 % de l'endettement global des pays semi-coloniaux, soit 80 à 100 milliards de dollars. Pour le Brésil seulement, la dette extérieure appro-

che actuellement les 30 milliards de dollars. Malgré le café — et le soja dont le Brésil est devenu en dix ans le deuxième producteur mondial et l'un des plus gros exportateurs —, le Brésil a connu un accroissement vertigineux de son taux d'endettement. La dette extérieure approche actuellement les 30 milliards de dollars. La dette représente deux ans et demi d'importations et trois ans d'exportations. Rien que le paiement des intérêts sur une somme pareille entraîne une sortie de 2 à 3 milliards de dollars par an pour le Brésil.

Au début de la période Echeverria, le Mexique couvrait environ un tiers de son déficit commercial avec des crédits étrangers. En 1975, la proportion était passée à près de la moitié. En 1970, l'endettement public envers l'étranger était d'environ 3,26 milliards de dollars, en 1974 de presque 8 milliards de dollars et en 1975 de 10 milliards de dollars. Selon des informations fournies par le ministère mexicain des Finances, l'endettement serait en juin 1976 de 16 milliards de dollars (dont 13 milliards sont des emprunts à plus d'un an). Dans les milieux bancaires mexicains aussi bien qu'étrangers, on parle actuellement d'une dette extérieure de l'ordre de 24 milliards de dollars, dont 18 milliards reviendraient à la dette publique. Déjà en 1970, le service de la dette correspondait, selon des calculs officiels, à 27 % des recettes d'exportations. Or, selon toute vraisemblance, ce taux a encore considérablement augmenté depuis.

Les chiffres officiels pour l'Argentine sont analogues à ceux du Mexique : 10 milliards de dollars, ce qui signifie que la dette effective doit également être d'un montant analogue.

Une fraction chaque fois plus grande de la dette ne correspond plus depuis longtemps à une forme quelconque d'accumulation, mais à des prêts qui sont destinés uniquement à financer le déficit annuel de la balance des paiements. Sur les 150 mil-

liards minimum de l'endettement de 1975, 45 milliards représentaient les prêts destinés à couvrir le déficit extérieur. Une rubrique chaque fois plus importante de celui-ci est le service (intérêts) de la dette elle-même. Selon un spécialiste, « le simple service de la dette absorbera suivant les conditions pratiquées entre 5 et 15 milliards de dollars ». Nous avons vu ce qu'elle représente déjà dans le cas du Brésil.

---

## LES CONSEQUENCES DU RENFORCEMENT DE LA PENETRATION DU CAPITAL ETRANGER

---

Les processus dont nous venons d'analyser très rapidement quelques aspects ne doivent pas être considérés d'un simple point de vue économique ou « économiciste ». Il s'agit de processus sociaux au sens le plus large du terme, dont les conséquences politiques sont très importantes. Pour en saisir la portée, il est nécessaire de tenter de les situer dans un contexte historique plus vaste.

L'intégration des pays de l'Amérique latine à l'économie mondiale a eu lieu moyennant un développement historique qui a comporté des aspects particuliers, qui distinguent ces pays des pays coloniaux ou semi-coloniaux d'Asie ou d'Afrique.

La première phase de cette intégration remonte au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles, c'est-à-dire à l'époque du capital marchand, et a eu pour cadre la conquête coloniale. Aussi bien le système de domination politique que les formes d'exploitation du travail et d'appropriation du surtravail établies par les Espagnols ont pris appui sur les rapports sociaux antérieurs à la conquête. La conquête a maintenu en place, tout en les subvertissant (en en faisant la base d'une organisation de la production tournée vers le marché mondial), les anciennes formes sociales (mita, com-

munauté paysanne, etc.). Le degré de développement des forces productives d'abord, la décadence économique de l'Espagne ensuite, ont signifié d'autre part qu'en tout état de cause l'impact de la conquête s'est rarement fait en profondeur.

La formation des Etats bourgeois de l'Amérique latine, à la suite des guerres d'indépendance de 1810-1824, a eu lieu comme conséquence, d'une part, du développement du capitalisme en Angleterre et, d'autre part, de l'impact direct de la Révolution française. Les guerres d'indépendance traduisent le fait que sur un certain plan l'Amérique latine se trouve déjà intégrée dans l'histoire mondiale et les processus mondiaux de la lutte des classes.

Mais les Etats qui se forment se constituent à l'ombre du capital anglais et parfois sous son égide directe. Sur le plan politique, l'indépendance consacre essentiellement le transfert du pouvoir politique anciennement exercé par les fonctionnaires de la couronne d'Espagne aux oligarchies terriennes et commerciales locales. Sur le plan des rapports de production, elle voit la consolidation du latifundium et la mise en place d'une subordination complète du marché interne des nouveaux Etats aux besoins du capitalisme britannique.

De ce fait, il n'y a eu, au mieux et dans quelques Etats seulement, qu'un développement organique extrêmement fragmentaire des rapports de production capitalistes, qui prend définitivement fin le jour où le passage à l'impérialisme et l'intervention politique et militaire des bourgeoisies anglaise, française, et plus tard yankee, viennent couper court complètement (vers 1880) à la formation d'Etats-nations souverains.

Au cours des années 1860-1940, l'impérialisme a laissé lui aussi les anciens rapports sociaux partiellement en l'état. Dans les branches de la production qui l'intéressaient, il a

impulsé le développement des rapports de production capitalistes et les a fait surgir comme une greffe imposée de l'extérieur. Mais, dans de larges secteurs de l'économie, il a opéré une centralisation du surtravail à son profit, dans des conditions qui laissent les anciennes formes sociales encore en place.

C'est ainsi que des institutions telles que l'ancienne communauté paysanne indienne ont survécu sous une forme toujours plus pétrifiée, en se désagrégeant lentement, mais sans s'effondrer encore.

Pendant toute cette phase, la forme dominante de la pénétration du capital étranger a été celle de l'enclave, dont l'une des caractéristiques était la coexistence des formes sociales les plus développées et de nombreuses formes précapitalistes d'organisation de la production dans le cadre du latifundium traditionnel, mais aussi en dehors de lui, dans les secteurs paysans restés presque totalement en marge du développement historique. L'existence des formes précapitalistes dans les campagnes ne faisait en aucune manière des économies en question des économies « féodales », car une centralisation du surtravail dans toutes ses formes s'opérait en permanence au profit du capital financier. Pendant des décennies néanmoins, ces formes ont coexisté avec les secteurs où les rapports de production capitalistes étaient pleinement implantés. Elles ont fourni la base plus ou moins stable des formes de domination politique associées aux anciennes oligarchies.

---

### DES CONTRECOUPS SUR TOUTES LES CLASSES DE LA SOCIÉTÉ

---

Sous l'impact des formes nouvelles et accrues de la pénétration du capital financier depuis 1955-1960, à un rythme toujours plus rapide, c'est l'ensemble des structures économi-



ques sociales et politiques léguées par le processus inégal et combiné du développement historique qui a mis en scène.

L'affaiblissement de l'ensemble des structures sociales et politiques, la désintégration de toutes les relations qui avaient régi traditionnellement les pays d'Amérique latine et servi de base à la forme de domination politique sont une réalité. C'est là la base de force permanente de la lutte de classe dans ces pays et le cadre dans lequel ceux-ci ont eu à subir de plein fouet l'impact de la crise économique mondiale à partir de 1914.

Dans des formes spécifiques à chaque classe, toutes les classes paysannes et de larges couches de la population ont subi chacune de plein fouet les contrecoups de la pénétration accrue du capital étranger. Dans le cas de l'oligarchie terrienne, il s'agit d'une modification de l'ensemble des rapports sociaux dont elle était restée le pivot, avec la perte pour elle de son ancien statut social et tout ce qu'elle considérait ses privilèges. Pour la bourgeoisie prise en général, il y a eu une accentuation de l'ensemble de ses traits parasitaires et sa réduction à un statut plus fortement comprador que jamais. Aujourd'hui, de vastes secteurs des classes dominantes n'ont pas le choix de se mouvoir autrement que dans l'orbite immédiat du capital financier impérialiste, de ses banques et des filiales de ses trusts.

Dans le cas des masses paysannes, les processus se sont traduits par un mouvement dramatique de paupérisation et de lumpénisation. Ces masses ont été chassées des campagnes, tous les rapports sociaux qui leur servaient de cadre social, même sous une forme pétrifiée, ont été brisés. Mais ces masses n'ont pas été intégrées pour autant dans les rapports de production capitalistes régis par l'impérialisme. Elles ont été jetées dans de nombreux pays en marge de l'économie, en marge de la so-

ciété. Leurs conditions d'existence sont une manifestation criante de la barbarie et de la pourriture d'un mode de production qui a fait son temps.

De ce point de vue, l'impact du renforcement de la pénétration du capital financier a réduit la base sociale de toute forme de domination stable des classes exploiteuses dans ces pays au cours des vingt dernières années. D'où des obstacles nouveaux et à la longue insurmontables devant la nouvelle politique américaine, cherchant à élargir ses formes politiques de domination.

De façon contradictoire, la seule classe dont le poids social et politique s'est renforcé comme conséquence de ce processus a été la classe ouvrière, ainsi que ses couches périphériques liées directement au processus de réalisation de la plus-value et de centralisation du capital.

Trotsky, déjà, avait mis en lumière la façon dont la place du capital étranger dans l'économie des pays semi-coloniaux avait comme conséquence, d'un côté, de freiner le développement de la bourgeoisie et de réduire sa place comme classe dominante, et, de l'autre, de développer la classe ouvrière, de la rassembler dans les vastes concentrations ouvrières caractéristiques des économies au développement inégal et combiné. Les processus des vingt dernières années ont accentué ce mouvement, la concentration d'un prolétariat jeune et combatif dans de nouvelles villes à composition ouvrière, dont Cordoba est l'exemple et le symbole politique. Désormais la classe ouvrière brésilienne est la plus importante numériquement de toute l'Amérique latine. Mais des processus identiques ont eu lieu aussi au Venezuela, au Mexique, en Colombie.

L'accroissement et la concentration numérique de la classe ouvrière ne sont pas immédiatement équivalents à sa densité sociale, bien qu'ils en fournissent la base objective. La densité sociale et politique de la

classe ouvrière est déterminée par le degré d'indépendance de classe de ses organisations syndicales et politiques, et par l'expérience accumulée de la lutte des classes et de ses en-

seignements. Mais sur ce plan aussi, les trente dernières années et surtout les dix dernières ont signifié un pas en avant qualitatif pour la classe ouvrière d'Amérique latine.

### 3 - éléments pour une appréciation du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière en Amérique latine

La IV<sup>e</sup> Internationale a été détruite organisationnellement par le courant révisionniste et liquidateur pabliste, et sa reconstruction s'est heurtée ensuite, et se heurte toujours, à des obstacles considérables, dont le plus important est le refus de considérer que révisionnisme et trotskysme sont inconciliables et ne peuvent coexister au sein d'un même cadre politique.

mense capital d'expérience et la densité politique accrue acquise par la classe ouvrière d'Amérique latine.

#### RENFORCEMENT DE LA DENSITÉ POLITIQUE DU PROLETARIAT

Lorsque l'on considère le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière de ces pays au cours des trente dernières années, l'appréciation qui s'impose est : une classe dont la force objective et d'organisation est telle que toute brèche ouverte par la crise du système de domination politique la conduit à se placer au centre de la scène politique et à transformer la crise de domination en crise révolutionnaire ouverte.

A cet égard, rappelons quelques faits. De la chute d'Ovando à la réunion de l'Assemblée populaire de Bolivie, ce sont à peine huit mois qui s'écoulent. Au Chili, c'est en deux ans à peine, de 1967 à 1969, que la classe ouvrière et les masses ont laminé le gouvernement Frei et créé les conditions de l'ouverture de la crise révolutionnaire, le 4 septembre 1970. Au Pérou, c'est en quelques mois que l'échec de la politique d'intégration des syndicats ouvriers et des organisations paysannes de masse à l'Etat a sonné le glas du gouver-

En Amérique latine, seul le POR de Bolivie possède, avec des secteurs déterminés du prolétariat, le type de lien qui transforme une organisation en un parti par la place qu'elle occupe et les responsabilités qu'elle assume dans la lutte des classes. Mais le travail de construction des partis et de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans cette partie du monde peut prendre appui aujourd'hui sur trois facteurs qui doivent permettre la croissance des organisations du Comité d'organisation et la transformation des liens avec la classe ouvrière et les masses exploitées. Ces facteurs sont la continuité organisationnelle et politique du combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale qui a été assurée dans le cadre du Comité international d'abord, et ensuite, à partir de 1972, du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ; le renforcement des organisations trotskystes déjà opéré depuis la constitution du Comité d'organisation ; et enfin l'im-

nement Velasco, entraîné sa chute et réuni tous les éléments d'une situation prérévolutionnaire. En Argentine, c'est en quelques jours, en mai 1969, que la classe ouvrière scelle le sort de la dictature militaire d' Onganía, reprend l'initiative dans la lutte des classes et crée les conditions de crise des formes de domination politique qui obligent la bourgeoisie argentine et l'impérialisme à préparer le retour de Peron.

La capacité de la classe ouvrière d'un pays déterminé, qui a investi les brèches ouvertes dans le dispositif de la domination étatique du fait de la crise politique de la bourgeoisie, et qui a transformé la crise politique en crise révolutionnaire, d'aller plus loin dans sa lutte, dépend directement du degré d'indépendance organisationnelle de classe, politique et syndicale, qu'elle a su conquérir et défendre face à la bourgeoisie et à l'Etat, et du point où se trouve la construction du parti révolutionnaire.

Mais il ne peut y avoir d'appréciation sérieuse et complète de la situation politique actuelle, et des tournants brusques qu'elle contient comme l'une de ses déterminations, en dehors d'un effort pour apprécier l'accroissement de la densité politique de la classe ouvrière d'Amérique latine et mesurer la capacité dont elle a fait preuve, dans plusieurs pays, à de nombreuses occasions, de prendre et de conserver l'initiative dans la lutte des classes, et d'engager des combats ayant le pouvoir politique comme enjeu.

Les principaux jalons qui marquent le combat de cette classe depuis trente ans ont pour nom la révolution bolivienne de 1952, la révolution cubaine (qui n'est pas identique au castrisme dont le rôle contre-révolutionnaire s'est affirmé à partir de 1962), l'Assemblée populaire de Bolivie, le combat révolutionnaire des masses chiliennes que seule la politique traîtresse du front populaire a pu étrangler, et la montée de la classe ouvrière d'Argentine jusqu'à la

grève de juin 1975 contre Isabel Peron. Deux vagues révolutionnaires, entrecoupées d'une phase de reflux, commandent le mouvement d'ensemble dont ces jalons sont les principales expressions.

Les phases successives que l'analyse permet de dégager embrassent à chaque fois plusieurs pays clefs et ont toujours une portée continentale. Même si elles touchent, dans les périodes de montée comme dans celles de recul, chaque pays de manière différenciée, elles expriment l'existence en Amérique latine d'une unité indiscutable des processus de la lutte des classes, dans le cadre de l'unité mondiale de la lutte des classes dont l'Amérique latine est une partie intégrante.

---

#### LES OBSTACLES AU COMBAT POUR L'INDEPENDANCE DE CLASSE

---

Même si elle est préparée par un développement plus ancien, la densité politique acquise par la classe ouvrière latino-américaine est essentiellement le fruit des trente dernières années de lutte, car, dans les années 1930 et 1940, le combat pour l'indépendance de classe s'est heurté en Amérique latine à de très puissants obstacles, qui ne sont pas encore brisés partout.

C'est la classe ouvrière chilienne qui a été la première à conquérir son indépendance politique de classe face à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Le Parti ouvrier socialiste de Recabarren, formé en 1912, est le plus ancien parti que la classe ouvrière d'Amérique latine ait construit sur la base de son propre développement et de ses propres combats contre la bourgeoisie. L'indépendance politique de classe acquise si tôt a été plus tard compromise par les contrecoups au Chili de la dégénérescence du premier Etat ouvrier, du

Parti bolchevique et de la III<sup>e</sup> Internationale. C'est au Chili néanmoins, que s'est formé vers 1930 le point d'appui le plus fort de l'Opposition de gauche internationale en Amérique latine. Il n'est pas indifférent que ce soit comme militant de l'Opposition de gauche au sein du PC chilien d'abord, puis comme dirigeant de l'organisation « Gauche communiste », que le fondateur du PC de Bolivie, José Aguirre Gainsborg, ait adhéré au combat de Léon Trotsky. C'est au Chili aussi que l'indépendance de classe des syndicats a été acquise le plus tôt et ensuite défendue avec le plus d'acharnement, de sorte qu'à côté de la COB de Bolivie, c'est la CUT chilienne qui a représenté l'exemple le plus ancien de centrale syndicale indépendante de la bourgeoisie et de l'Etat.

Mais le cas du Chili est exceptionnel. Dans la plupart des autres pays, le combat pour la formation de partis politiques propres de la classe ouvrière a commencé plus tard, avec de grandes difficultés. Il s'est heurté partout très vite à l'orientation stalinienne de subordination du mouvement ouvrier à la bourgeoisie sur la ligne de la « théorie » de la révolution par étapes. Le mouvement ouvrier péruvien doit à Mariategui — qui s'est orienté vers la III<sup>e</sup> Internationale avant la mort de Lénine (sans parvenir à être réellement marxiste pour autant) — d'avoir combattu jusqu'à sa mort, en 1932, contre l'orientation stalinienne et défendu l'indépendance de classe des syndicats. Mais cet exemple n'est pas général. Dans la majorité des pays, le stalinisme s'est dressé comme un terrible obstacle à l'indépendance de classe du prolétariat.

Dans l'ensemble des pays d'Amérique latine, la politique de subordination de la classe ouvrière et de ses organisations aux partis de la bourgeoisie, au nom du combat « antifasciste » et de l'alliance entre l'URSS et les impérialismes américain et anglais, a dressé à l'issue de la

Deuxième Guerre mondiale un barrage au mouvement des masses et interdit à la classe ouvrière et à la vague révolutionnaire active de s'intégrer activement à la vague révolutionnaire mondiale de 1944-1948.

Au Chili, le prolétariat a été ligoté par le front populaire établi en 1938, et il recevra des coups très brutaux en 1946, lorsque la bourgeoisie et l'impérialisme décideront de rompre la coalition contre-révolutionnaire, mettront le PC hors la loi et détruiront les organisations syndicales.

Au Mexique, le PC mexicain et le principal dirigeant syndical, Lombardo Toledano, ont livré très tôt le prolétariat, pieds et poings liés, au nationalisme bourgeois. En 1936, au nom d'un « front populaire anti-impérialiste », ils ont abdicé face à Cardenas l'indépendance politique de la classe ouvrière et aidé eux-mêmes, directement, à organiser l'intégration des syndicats à l'Etat. Ce faisant, ils ont établi ensemble, avec Cardenas, la domination politique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et les masses, dont les pivots ont été le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et la CTM qui en est un rouage. La classe ouvrière mexicaine n'est pas parvenue encore à briser cette domination, même si celle-ci se disloque aujourd'hui.

Dans un autre pays clef, l'Argentine, la politique contre-révolutionnaire du PC ouvrira de même la voie au triomphe de Peron et du péronisme. En 1945-1946, la classe ouvrière, impuissante par le stalinisme, sera submergée par le nationalisme bourgeois. Résultat un peu analogue au Mexique : destruction des organisations syndicales indépendantes et constitution à leur place de la CGT péroniste de 1950, comme rouage de l'appareil d'Etat et pièce maîtresse du Parti justicialiste. Pendant trente ans, en dépit d'initiatives répétées, la classe ouvrière sera empêchée de jouer un rôle politique équivalent à son poids social et sur son

propre plan de classe. Ailleurs, la politique de collaboration de classe s'exercera (comme en Bolivie, par exemple) en faveur des gouvernements de l'oligarchie.

---

### LA RÉVOLUTION BOLIVIENNE DE 1952 ET SA PORTEE INTERNATIONALE

---

C'est en Bolivie que la classe ouvrière est parvenue à briser ce cadre en premier, et à créer une situation révolutionnaire ouverte. Ce n'est pas là un hasard. Le combat mené au sein de la Fédération des mineurs par les trotskystes du POR pour l'indépendance organisationnelle et politique de classe et un programme de gouvernement ouvrier et paysan (« Thèses de Pulacayo ») a préparé à partir de 1946 le prolétariat à se dresser comme classe et à commencer à intervenir sur son propre terrain dans la voie de la construction de son propre pouvoir de classe.

G. Lora a comparé la révolution du 9 avril 1952 à un « février bolivien », c'est-à-dire au premier acte d'une révolution prolétarienne, dont le caractère de révolution s'est marqué aussi bien par la nature et l'ampleur des coups portés à l'appareil d'Etat bourgeois que par l'existence d'organismes traduisant la recherche de la part de la classe ouvrière de la construction de son propre pouvoir.

Ainsi que l'a écrit G. Lora, « l'analogie la plus remarquable (entre la révolution de février 1917 et la révolution du 9 avril 1952) consiste en ce que les ouvriers font la révolution et c'est le parti politique d'une autre classe qui prend le pouvoir » (1). Si le MNR est parvenu à former le gouvernement, écrit G. Lora, « c'est parce que la classe ouvrière lui a remis la victoire entre les mains » (2).

L'acte a eu en fait une portée pour toute l'Amérique latine. Pour la première fois dans l'histoire d'un pays du continent, les travailleurs abattaient les armes à la main une dictature militaire et disloquaient toutes les institutions de l'Etat, au premier chef l'armée qui sortait de la révolution démantelée. Commencée sous la forme d'un coup d'Etat classique préparé par le MNR, les événements du 9 au 11 avril voyaient les travailleurs défaire les régiments de l'armée régulière à La Paz et à Oruro. Le gouvernement tombait, la révolution était commencée. Dans les jours qui suivaient, des groupes armés de travailleurs s'emparaient des garnisons, des postes de police, occupaient les bâtiments officiels dans les localités. Dans les districts miniers, dans les villes, ce mouvement débouchait très rapidement sur la création de milices ouvrières. Cinq jours après la fin des combats à La Paz, un réseau national de milices ouvrières couvrait le pays. Il fallait attendre six ans avant que la bourgeoisie puisse entreprendre de reconstruire, avec l'aide du Pentagone, une armée régulière, et douze ans avant que celle-ci puisse mettre un point final, en 1964, avec le coup d'Etat de Barrientos, à la révolution ouverte en 1952.

En avril 1952, la construction d'organes propres de la part de la classe ouvrière ne s'est pas limitée aux milices ouvrières. La proclamation de la COB, onze jours après le début de la révolution, comme expression du mouvement des masses portant des coups directs à l'Etat bourgeois a conduit la centrale à apparaître comme un organe doué d'un pouvoir énorme, susceptible de donner une direction nationale au combat des masses pour la satisfaction de leurs aspirations. Sa naissance dans une situation de poussée révolutionnaire lui

---

(1) G. Lora, « La Révolution bolivienne » (1963), p. 305.

(2) Ibid. p. 88.

a conféré au départ des caractères authentiquement présoviétiques.

Le POR n'avait encore franchi que les premiers pas de sa construction comme parti ouvrier révolutionnaire. La crise pabliste déchirait la IV<sup>e</sup> Internationale. La collaboration de Lechin avec Paz Estenssorro et le MNR, « l'entrisme sui generis » effectué dans l'aile « gauche » lechiniste du MNR par la majorité du POR, sur recommandation de Pablo, ont permis au MNR de canaliser et d'endiguer la révolution d'avril 1952 à mars 1953 et d'entreprendre la lente construction de l'Etat bourgeois, moyennant une aide et une intervention toujours plus décisive de l'impérialisme US.

La portée internationale de la révolution bolivienne ne peut être sous-estimée. Au long des années 50, c'est autour de la défense de la révolution bolivienne et de la question aussi de sa caractérisation comme révolution nationale (Alvarado Ramos) ou comme révolution prolétarienne, que se sont effectués certains des clivages politiques clefs de l'Amérique latine. Avec la révolution bolivienne, c'est une nouvelle période de la lutte des classes qui était ouverte en Amérique latine.

L'impérialisme et la bureaucratie stalinienne du Kremlin en étaient parfaitement conscients et ont cherché à limiter l'écho de la révolution bolivienne en infligeant au plus vite une défaite aux masses sur un autre terrain de la lutte des classes. C'est au Guatemala que cette défaite a eu lieu. La politique de collaboration de classe menée par le PC guatémaltèque face au colonel Arbenz et son entrée dans le gouvernement a eu les traits les plus classiques d'une politique de collaboration de classe menée au niveau gouvernemental, alors que la question du pouvoir était posée, pour faire face à la révolution et désarmer les masses. Cette politique a livré les masses pieds et poings liés aux coups de l'impérialisme.

Déjà, en 1952 et 1953, se dessine par conséquent ce qui sera plus tard la voie de l'Assemblée populaire d'un côté, de l'Unité populaire de l'autre. D'un côté, on voit les conséquences d'une situation marquée par la présence d'une organisation révolutionnaire qui combat pour aider le prolétariat à assurer son indépendance de classe et, de l'autre, celle d'une politique contre-révolutionnaire consécutive, ouvrant la voie à la défaite immédiate, politique de subordination de la classe ouvrière et des masses à un programme politique bourgeois et aux hommes politiques de la bourgeoisie.

---

### LA REVOLUTION CUBAINE DOIT ETRE ANALYSEE DANS SON CONTEXTE INTERNATIONAL

---

Mais l'écrasement de la révolution au Guatemala n'a pas pu modifier de façon décisive les rapports politiques entre les classes, qui sont marqués, au long des années 50, indépendamment des flux et des reflux dans la lutte des classes, par l'initiative de la classe ouvrière et des masses.

Cette situation ne peut en aucun cas être abstraite de la lutte des classes mondiale de l'époque et des priorités que l'impérialisme US est alors contraint de se fixer face à la révolution en Asie et en Europe.

En faisant envahir le Sud de la Corée, Staline provoquait le casus belli qui allait permettre l'intervention massive de l'impérialisme américain en Corée, obliger la Chine à s'engager dans la guerre et créer l'abscès de fixation dont l'impérialisme US avait besoin au flanc de cette révolution. L'impérialisme US devait établir un barrage à l'extension de la révolution en Asie après la victoire de la révolution chinoise. Il lui était nécessaire d'appuyer l'impérialisme français qui allait vers la défaite en Indochine, d'appuyer Chiang

Kai-shek à Formose, d'étayer tous les gouvernements réactionnaires de l'Asie du Sud-Est, de remettre en selle l'impérialisme japonais, d'organiser un vaste système d'encercllement militaire et politique de la Chine. Mais, très rapidement, l'impérialisme américain devait tenir compte de la crise de la bureaucratie du Kremlin, que la guerre froide précipitait et que la mort de Staline débridait, d'autant qu'elle allait de pair avec celle d'une des anneaux les plus faibles du système impérialiste à peine reconstruit après la guerre, l'impérialisme français. En juin 1953, pour la première fois dans l'histoire du prolétariat, le prolétariat de l'Allemagne de l'Est se dressait ouvertement contre la bureaucratie du Kremlin et ses agents. Bientôt s'écrivaient les premiers chapitres de la révolution politique qui balayera les bureaucraties parasitaires, en Pologne en octobre 1956, et surtout en Hongrie en novembre de la même année. En France, une grève générale spontanée déferlait en août 1953. Quelques mois plus tard, l'impérialisme français subissait l'historique défaite de Dien Bien Phu au Vietnam. Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, la guerre révolutionnaire s'allumait en Algérie. L'ensemble de ces événements peut être considéré aujourd'hui comme annonciateur de la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'est ouverte en 1968. Les accords de Genève de juillet 1954 ont sauvé l'impérialisme français du désastre, établi la partition du Vietnam et permis à l'impérialisme US de mettre en place et d'élargir l'Etat compradore du Sud-Vietnam.

Quelle est la situation en Amérique latine dans les années 1955-1958 ? En Argentine, l'incapacité du péronisme — qui traduit l'impuissance du nationalisme bourgeois à l'époque de l'impérialisme — à contenir les contradictions sociales dans le cadre des institutions bonapartistes, et en particulier son incapacité à contenir la lutte des classes dans le ca-

dre de la CGT intégrée à l'Etat, pièce maîtresse des institutions bonapartistes, aboutit en 1955 à la chute de Peron. Deux régimes militaires successifs se voient laminés par les effets de la lutte des classes. Interdite fin 1955, la CGT péroniste doit être rétablie précipitamment en 1957 avant que ne puisse être assurée l'élection de Frondizi en 1958.

Au Chili, l'année 1958 est celle de la première candidature Allende à la présidence de la République. Elle marque la fin du reflux qu'avait signifié la défaite subie en 1957 à la suite des trois gouvernements de front populaire, en même temps qu'elle préfigure la politique de front populaire qu'appliquera l'Unité populaire, seule manière d'élever un barrage contre-révolutionnaire face au prolétariat.

Les limites de cet article ne permettent pas de procéder à l'analyse de la situation politique, vers 1955-1958, dans l'ensemble des pays du continent : il faudrait définir ce qu'a signifié la faillite de l'expérience de Vargas au Brésil, définir la situation qui s'ouvre au Venezuela avec la chute du dictateur Perez Jimenez, en 1958, et avec la chute du régime militaire en Colombie. Les éléments qui ont été donnés plus haut suffisent à démontrer que la révolution cubaine est une partie intégrante d'un processus général qui dépasse de très loin les côtes de l'île.

---

### LE MOUVEMENT INTERNE DE LA REVOLUTION CUBAINE

---

La révolution cubaine a été le point culminant de la vague révolutionnaire ouverte par la révolution bolivienne de 1952, avant que le gouvernement cubain et le mouvement castriste ne s'affirment contradictoirement comme des formes politiques ennemies de la révolution en Amérique latine, et contribuent sur leur propre plan à son reflux.

Les trotskystes ont rendu compte dans différents documents, de façon compréhensible, du mouvement qui a vu les masses s'engouffrer ensuite dans la brèche ouverte par la chute de Batista pour défendre les revendications, porter des coups directs à l'appareil d'Etat bourgeois identifié avec la dictature, et le démanteler partiellement.

Ce sont des dizaines de milliers de personnes qui ont assisté aux meetings accompagnant le déroulement des procès contre le personnel de l'appareil répressif de la dictature. C'est l'action directe des masses qui a démantelé, dans les jours qui ont suivi la chute de Batista, l'armée et le corps de police, et imposé au premier gouvernement la dissolution officielle des deux corps. Ce sont les revendications pressantes des masses qui ont imposé la loi sur la réforme urbaine, mettant fin à la mainmise de l'oligarchie cubaine et du capital étranger sur le secteur du logement. C'est la poussée des masses qui a brisé ensuite le cadre de la première réforme agraire et conduit à la création des fermes d'Etat.

Les ambitions du Mouvement du 26-juillet dans le maquis se limitaient à la réalisation de la réforme agraire et de l'indépendance nationale. La fuite de Batista l'a confronté d'emblée avec une situation qu'il n'avait ni prévue, ni recherchée. En effet, si l'effondrement de l'Etat ultracompradore de la dictature a laissé la place libre à Castro et lui a remis un pouvoir plein et entier, cet effondrement a ouvert, en même temps, la voie à une poussée profonde des masses. C'est dans l'interaction entre cette poussée des masses et la succession d'agressions politiques et économiques (embargo pour tenter d'asphyxier l'économie de l'île), dont le gouvernement de Castro et la révolution cubaine ont été l'objet de la part de l'impérialisme nord-américain, que sont nées les conditions « exceptionnelles » qui ont obligé Castro et son mouvement à

aller beaucoup plus loin qu'ils ne l'avaient jamais envisagé dans la voie de la rupture avec l'impérialisme.

Pris entre les exigences de l'impérialisme et le mouvement des masses cubaines, l'équipe de Fidel Castro a accepté — au prix de déchirements et de graves crises internes — de porter sérieusement atteinte aux positions du capital cubain et impérialiste, d'exproprier les secteurs fonctionnels de l'économie, de collectiviser dans une large mesure l'exploitation de la terre, de dissoudre enfin une large partie des institutions de l'Etat bourgeois compradore de Batista.

C'est à partir de cette appréciation que l'OCI a rapidement considéré que le gouvernement de Castro avait pris les caractères essentiels d'un « gouvernement ouvrier et paysan », non pas dans son acceptation de gouvernement synonyme de la dictature du prolétariat, mais dans celle définie par le « Programme de transition », dans le passage où Trotsky indique que :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinistes, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait quelque part et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan » dans le sens indiqué plus haut s'établissait, en fait il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

La force contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale de l'appareil stalinien a contribué à « prolonger lon-



guement l'épisode ». Mais ce fait n'infirmes pas la caractérisation du gouvernement de Castro, laquelle ne tranche pas la question (au sujet de laquelle la discussion devra être reprise) de la nature de l'Etat cubain.

Au cours de la période déterminée où se sont accomplis ces bouleversements et au moment de l'affrontement le plus direct avec l'impérialisme, la mobilisation profonde des masses et la présence d'organes tels que les milices ouvrières ont signifié l'existence à Cuba d'une révolution qui pouvait aboutir dans son développement à la destruction totale de l'Etat bourgeois et à l'établissement des organes du pouvoir de la classe ouvrière, les conseils d'ouvriers et de paysans.

Mais, en l'absence de toute organisation révolutionnaire à Cuba, et avec l'approfondissement à l'échelle internationale de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, le processus n'a pas pu aller jusqu'au bout, Castro a eu les mains libres pour le bloquer et pour empêcher que la classe ouvrière se donne les instruments qui lui assurent son indépendance de classe.

De son côté, la bureaucratie du Kremlin a tout mis en œuvre pour permettre à Castro de bloquer le mouvement des masses vers le pouvoir ouvrier. Dans les conditions déterminées de la révolution cubaine, elle a joué, comme partout, son rôle de rempart de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale, et a su intervenir pour interdire à la classe ouvrière et aux masses de consolider et poursuivre la construction de leurs propres organismes — comités et milices.

Cette intervention s'est faite sur plusieurs plans, dont le premier a été l'opération de pression de l'appareil stalinien cubain avec le Mouvement du 26-juillet. La création du parti unique en 1961 a conduit à la dissolution rapide des milices et à la reconstitution d'une armée régulière dotée de privilèges significatifs. Sur un autre plan, les syndicats, d'orga-

nes indépendants de classe, ont été subordonnés en courroies de transmission dociles de la politique de Castro. L'existence du parti unique a réduit la vie politique à l'activité de Castro et de son équipe et à la propagande officielle. Dans tous les domaines et par tous les moyens, la classe ouvrière a été abaissée à un rôle absolument passif et son droit à l'organisation indépendante liquidé. C'est dans ce cadre que l'OCI a apprécié politiquement à l'époque la mise hors-la-loi de la petite organisation se réclamant à Cuba du Secrétariat latino-américain de la IV<sup>e</sup> Internationale dirigé par Posadas.

Les relations que Castro a établies, en collaboration avec l'appareil stalinien cubain, avec le prolétariat et les masses à Cuba sont indissociables des relations qu'il a établies, d'un côté, avec la bureaucratie (et par son entremise avec l'impérialisme), de l'autre, avec le prolétariat à l'échelle internationale. La situation dans laquelle Castro a été tout à la fois contraint de se placer, et où il s'est placé lui-même en s'appuyant sur la bureaucratie stalinienne, a fait de lui, chaque fois plus, au long des années 60, une pièce dans le dispositif contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin en Amérique latine.

---

### SEUL CASTRO LUI-MÊME POUVAIT DEVOYER L'IMPACT INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

---

L'OCI n'a jamais mis en question le fait que Cuba, à la suite du boycott impérialiste, se soit trouvée dans l'obligation de vendre son sucre et de s'approvisionner en pétrole, encore que les conditions dans lesquelles cela s'est fait ont la plus haute importance.

Il s'est toujours agi d'autre chose : comprendre que les relations que Castro a établies avec la bureaucratie du Kremlin ont été fondées sur

un accord politique aux termes duquel la bureaucratie apportait — tant que cela lui conviendrait bien sûr — son appui politique à Castro, en échange de services que lui seul, au long des années 60, était en mesure d'accomplir à l'échelle latino-américaine.

Il ne fait pas de doute que, face à l'appareil stalinien international, Castro se soit souvent vu obligé de défendre très âprement ses propres intérêts, largement légitimes sur ce plan, et dans un cas, celui de la crise des missiles, son existence même. Son intégration dans le dispositif international du Kremlin a été lente et s'est faite par à-coups. Castro a longtemps cherché et cherche encore en partie à jouer ses propres cartes et son propre jeu. Mais l'ensemble de sa politique s'est située, au même titre que celle de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution prolétarienne, dans le cadre de la « co-existence pacifique » avec l'impérialisme.

Pour cela, il fallait commencer par dévoyer l'impact international qu'a eu dans toute l'Amérique latine la révolution cubaine.

La situation de la lutte des classes en Amérique latine doit toujours être replacée dans son contexte international. Le début des années 60 est marqué par la rencontre Krouchtchev-Eisenhower au Camp David d'abord et par l'accession de Kennedy à la présidence des USA ensuite. En Europe, la situation est dominée par les conséquences de l'accession au pouvoir de De Gaulle en 1958. En Asie, les menées contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution chinoise ont le sens d'ouvrir la voie à un saut qualitatif dans l'offensive américaine contre le Vietnam conçue comme tremplin à une future attaque contre la révolution chinoise.

Dans ce cadre, Castro, le gouvernement cubain et le mouvement castro-triste ont occupé leur place, accom-

plissant en Amérique latine une tâche que nul autre ne pouvait accomplir : celle de contrecarrer et dévoyer l'impact international de la révolution cubaine.

Car, au départ, la révolution cubaine est venue confirmer et prolonger l'impact de la révolution bolivienne de 1952 et donner une nouvelle impulsion à la révolution nouvelle Amérique latine. En dépit des crises des rapports internationaux, la situation a été marquée en Argentine (crise du gouvernement Frondizi) et au Venezuela par la montée de la classe ouvrière et des masses de la crise des formes de domination politique de la bourgeoisie. En Bolivie, le gouvernement Paz Estenssoro-Lechin exprimait la même inadéquation aux besoins de l'impérialisme au moment où se produisait une remontée de la classe ouvrière.

La Conférence tricontinentale, le début des guérillas, la théorisation croissante du « foco » comme méthode révolutionnaire opposée aux formes de combat de la classe ouvrière, la conférence constitutive de l'OLAS, la propulsion internationale — cautionnée par le pablisme — d'une interprétation mythique de la révolution cubaine elle-même, les attaques calomnieuses contre le trotskysme et contre la classe ouvrière bolivienne et le POR de Bolivie en particulier, tout cela marque les étapes d'une politique qui a contribué, au long des années 60, à dresser, en collaboration avec le stalinisme, un barrage à l'action révolutionnaire des masses en Amérique latine. Les thèses du X<sup>e</sup> congrès mondial du Secrétariat unifié ont apporté à cette politique la caution totale du pablisme.

Au regard du bilan absolument destructeur de la politique du « foco », le document dit « d'auto-critique » publié par la majorité internationale au sein du Secrétariat unifié ne saurait être considéré comme satisfaisant. Il reconnaît

qu'une interprétation erronée des forces internes de la révolution cubaine a été faite et diffusée mondialement. Dans cette interprétation, le rôle des masses était éliminé ou limité à peu de choses, la révolution était réduite à l'action du foyer castroïste. Il parle d'une « estimation » erronée de l'évolution cubaine et d'une « sous-estimation des conséquences de la dépendance accentuée de l'économie de Cuba envers l'Union soviétique » sur l'orientation de la politique de Castro. Il parle de graves sous-estimations dans de nombreux pays du rôle de la classe ouvrière et la validité des moyens de combat classiques du prolétariat dans la lutte des classes, et donc d'erreurs d'appréciation quant au poids relatif de la guérilla. Mais il s'agit de plus et de tout autre chose que cela.

Il s'agit de la nécessité de caractériser Castro et son mouvement comme un courant petit-bourgeois, allié au stalinisme dès 1961-1962 et appelé à prendre place toujours plus étroitement, bien avant 1967-1968, au sein du dispositif contre-révolutionnaire mondial de la bureaucratie du Kremlin. De ce point de vue, ce qui est en cause n'est rien moins que la caractérisation, faite par le Secrétariat unifié dans son ensemble, de Castro comme un marxiste naturel et de Cuba comme un pays où la dictature du prolétariat aurait été établie, où un Etat ouvrier existerait, où il ne serait pas nécessaire de construire le parti révolutionnaire, section de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En ce qui concerne la tactique du « foyer de guérilla », d'autre part, il faut la caractériser tout d'abord comme une méthode de lutte de la petite bourgeoisie relevant de la théorie des « nouvelles avant-gardes », étrangères à la classe ouvrière et à aucun moment « complémentaires » à l'action des masses. Mais il faut dire aussi que son utilisation a servi à partir de 1961-1962 comme une arme contre les masses exploitées et

la jeunesse, pour couper court aux mouvements de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et l'impérialisme sur son propre terrain, selon des processus et des rythmes propres à la lutte des classes de chaque pays, pour dévoyer vers une impasse absolue des centaines de militants éveillés à l'activité politique par l'impact international indiscutable de la révolution cubaine.

Le bilan a été particulièrement lourd en Bolivie, au Venezuela et dans l'ensemble des pays où ont été créés des mouvements de guérilla urbaine : Brésil, Uruguay, Argentine. La guérilla s'y est dressée comme une force étrangère à la classe ouvrière, entravant, au Brésil et en Argentine, le combat pour l'indépendance politique de classe des organisations ouvrières, et en Uruguay, le combat pour le front unique ouvrier et le gouvernement des organisations ouvrières unies. Des centaines de militants auront payé de leur vie une politique contraire aux exigences de la classe ouvrière.

---

#### LE REFLUX DE 1963-1964 ET LA REMONTEE DE 1968-1969

---

A partir de 1963-1964, l'impérialisme américain, s'appuyant sur la politique de coexistence pacifique exprimée avec éclat par la bureaucratie du Kremlin et appliquée sur de nombreux secteurs de la lutte des classes mondiale, organise ses forces en vue d'une offensive contre-révolutionnaire généralisée en Amérique latine : réanimation de l'Organisation des Etats américains, tentative de constitution d'une force militaire panaméricaine, renforcement des accords militaires bilatéraux et ouverture d'écoles d'instruction pour les militaires latino-américains aux Etats-Unis et à Panama.

Définie et préparée par Kennedy, la stratégie contre-révolutionnaire connaît son plein essor sous Johnson.

A partir de 1964, s'ouvre une période marquée par une modification des rapports politiques en faveur de la bourgeoisie dans de nombreux pays, qui entraîne dans certains cas spécifiques des coups très sévères pour la classe ouvrière. C'est en 1964 qu'ont lieu les coups d'Etat de Barrientos en Bolivie et de la junte dirigée par Castelo Branco au Brésil. L'année 1965 voit l'intervention militaire des Etats-Unis à Saint-Domingue. En 1966, en Argentine, un coup d'Etat militaire porte au pouvoir une junte contre-révolutionnaire dirigée par Onganía. Au Brésil et à Saint-Domingue, la résistance des masses a été paralysée par la politique de subordination aux représentants de la bourgeoisie « progressiste » suivie et imposée par les partis stalinien. Pour la classe ouvrière bo-

livienne et le POR, c'est la période de la répression la plus féroce : occupation militaire des mines, assassinat de Cesar Lora et de Camacho.

Mais l'offensive de l'impérialisme n'aura pas un degré de succès égal partout. Au Pérou, elle ne permettra ni une stabilisation de la situation politique, ni une consolidation du régime de Belaunde. D'autre part, l'offensive, sous sa forme la plus générale, sera de relativement courte durée. Dès 1968, la modification des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale viendra y couper court et ouvrir une nouvelle phase marquée en Amérique latine au même titre qu'en Europe par l'ensemble des traits caractéristiques de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale.

## 4 - le tournant de 1968 en Amérique latine

La nouvelle montée de la classe ouvrière d'Amérique latine après 1968 a un caractère international. Au Chili, commence dès 1968 la poussée de la classe ouvrière et des masses, laminant le gouvernement de Frei, préparant les conditions de la crise révolutionnaire et obligeant les appareils contre-révolutionnaires du PC et du PS chiliens à constituer l'Unité populaire comme réponse à l'aspiration des masses au front unique et au gouvernement de leurs propres partis, et comme barrage à la révolution. Au Pérou, la même année, l'activité des masses contraint une junte militaire à renverser Belaunde Terry lors d'un coup d'Etat préventif, et à établir un gouvernement bonapartiste au plein sens de la définition que Trotsky en donne pour les pays arriérés. En Argentine, le tournant intervient en 1969 avec la grève générale de Cor-

doba, qui ouvre la crise de la dictature militaire. Elle marque le point de départ d'une montée de la classe ouvrière de toute l'Argentine, dont le point culminant se situera en 1975.

Au Mexique, l'année 1968 est celle des grandes mobilisations déclenchées par le combat des étudiants contre le régime corrompu du PRI. Le massacre de Tlatelolco y mettra fin, mais en 1968 c'est une phase de l'histoire politique du Mexique qui est définitivement résolue. Au Brésil, la grève générale d'Osasco traduit le caractère international de la remontée ouvrière, de même que les grands combats que la classe ouvrière commence en 1968 en Uruguay.

Dans le cadre de la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'ouvre, la classe ouvrière réaffirme dans un ensemble de pays du conti-

ment, son hégémonie dans la lutte des classes et sa place à la tête des masses combattant pour briser le joug de l'impérialisme sur la nation opprimée. En Bolivie et au Chili, elle menace l'existence de l'Etat bourgeois au moyen de luttes qu'elle mène à l'aide des formes de combat classiques du prolétariat et la construction de ses organismes propres à caractère soviétique ou préssoviétique.

### LA CRISE REVOLUTIONNAIRE BOLIVIENNE DE 1970-1971 ET L'ASSEMBLEE POPULAIRE

En Bolivie, c'est en 1969 que disparaît Barrientos et que la classe ouvrière entreprend la reconstitution de ses organisations de classe et la préparation du congrès de la COB. Elle force le gouvernement à mettre fin à l'occupation militaire des mines et met en avant l'ensemble de ses revendications dont le cadre sera le programme d'action de la COB. Le tournant brusque d'octobre 1970, qui voit la crise du gouvernement Ovando se transformer en crise révolutionnaire, est le résultat direct de la tenue en mai 1970 du congrès de la COB. La force que manifeste immédiatement la classe ouvrière regroupée dans ses syndicats et sa centrale unique débouche en octobre sur la formation du Commandement politique (1).

Le point de départ de l'étape décisive de la mobilisation et de l'organisation des masses qui aboutira à la tenue de la première session de l'Assemblée populaire s'est situé en janvier 1971. Face à une tentative de coup d'Etat, les organisations politiques et syndicales, regroupées depuis octobre au sein du Commandement politique, lançaient l'ordre de

(1) Voir « Correspondance internationale » n° 2-3 — Spéciale Bolivie, mars 1972 et G. Lora « De la naissance du POR à l'Assemblée populaire », EDI Paris 1972.

grève générale. La Fédération des mineurs, sous l'impulsion du POR, appelle les mineurs à se diriger vers La Paz pour affirmer, dans le cadre d'une manifestation massive, leurs positions. Face à Torres, les mineurs, au nom du prolétariat bolivien tout entier, ont affirmé que leur objectif était la destruction de l'Etat bourgeois et de son pilier, l'armement ouvrier ouvrant la voie vers la construction du socialisme. « Masas » (le journal du POR) a publié et popularisé tout de suite l'orientation que sa fraction chez les mineurs, dans le cours de la manifestation de la place Murillo :

« Le socialisme et non le réformisme bourgeois ! »

« Oui au gouvernement ouvrier et paysan ! »

« Non au front populaire capitulaire et traître ! »

Mais la situation exigeait qu'un pas qualitatif soit franchi sans tarder. Grâce à l'intervention du POR, il a été effectivement franchi. Cherchant le levier qui puisse accélérer cette lutte vers le gouvernement ouvrier et paysan et canaliser l'ensemble des énergies révolutionnaires vers cet objectif, le POR a lancé la perspective qui s'est concrétisée immédiatement sous le nom de l'Assemblée populaire. Il a proposé et fait adopter par le Commandement politique, à la mi-janvier, la création d'un organe qui matérialiserait la stratégie du front unique anti-impérialiste, créant un axe sur la base duquel il deviendrait possible de poser en termes concrets la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Le POR a défini les objectifs auxquels répondait l'Assemblée populaire et a défendu les termes du document constitutif rédigé par lui dans les termes suivants :

« Dans le cours des grandes mobilisations de janvier, le Commandement politique s'est

transformé en un organisme à caractéristiques soviétiques, qui a été défectueusement baptisé du nom d'Assemblée populaire. Son document constitutif déclare que l'Assemblée s'affirme comme un organe du pouvoir du peuple et du prolétariat. La dualité de pouvoir, l'attente qui existe dans les masses trouvent ainsi une expression politique et organisationnelle adéquate. C'est par ce canal que la révolution progressera et que le mot d'ordre « Le pouvoir aux ouvriers ! » peut prendre une forme tangible et trouver un instrument susceptible de le concrétiser. »

Le numéro suivant de « Masas » écrit :

« La tâche du moment : renforcer l'Assemblée populaire ! »

Il dégage la perspective centrale et explique :

« Le développement de l'Assemblée populaire en tant que pouvoir ouvrier ne signifie rien de moins que la destruction du gouvernement (Torres). »

C'est l'orientation du POR visant à défendre l'indépendance de classe de l'Assemblée qui a permis de déjouer les obstacles et de la réunir effectivement. Il en a été ainsi au cours des semaines qui ont précédé le 1<sup>er</sup> mai, au moment où il a fallu combattre une contre-offensive stalinienne impulsée par le PC chilien au compte du Kremlin. Il en a été ainsi le jour même du 1<sup>er</sup> mai, où ce sont les militants du POR qui ont dû conduire Lechin de force au Palais législatif et lui dicter son discours annonçant la convocation de l'Assemblée pour le 22 juin. Il en a été ainsi entre le 1<sup>er</sup> et le 22 juin, lorsqu'il a fallu imposer la tenue des assemblées dans les syndicats et dans les entreprises pour la désignation des délégués. Il en a été ainsi à la veille du 22 juin, lorsqu'il a fallu

la fois combattre de nouvelles manœuvres d'enveloppement de Torres et prévenir les reculs et oscillations à l'annonce d'un possible coup d'Etat.

---

### LE COMBAT DU POR SUR LA LIGNE DU FRONT UNIQUE ANTI-IMPERIALISTE

---

La lutte du POR pour la convocation et la réunion effective de l'Assemblée populaire a représenté la matérialisation, dans les conditions précises du moment, de la tactique du front unique anti-impérialiste. Les propositions et l'intervention du POR ont permis à la classe ouvrière de conquérir et de conserver l'initiative politique face à la bourgeoisie et à ses agents petits-bourgeois et staliens, et à commencer à regrouper autour d'elle les autres secteurs des masses opprimées des villes et des campagnes. Dans le cours du combat pour la convocation et la réunion de l'Assemblée populaire, les forces hostiles à la rupture avec les limites de l'Etat bourgeois et la domination impérialiste ont été prises dans l'étau des propositions du POR et du mouvement des masses, et ont été contraintes à se soumettre aux positions qui délimitaient, dans les conditions du moment, le front unique anti-impérialiste. Ce combat a permis d'isoler les forces politiques les plus représentatives traditionnellement du nationalisme bourgeois. C'est ainsi que le MNR a été expulsé du Commandement politique avant la réunion de l'Assemblée populaire (1). Dans celle-ci, n'ont été représentés que les partis acceptant, ou plus exactement

---

(1) Voir la brochure de G. Lora « Bolivie : de l'Assemblée populaire au coup d'Etat fasciste », dans le livre cité p. 223. Les documents fondamentaux de l'Assemblée populaire figurent également dans ce recueil.

accules à accepter, la Charte constitutive de l'Assemblée, qui spécifiait en particulier :

« L'Assemblée populaire est un organe du pouvoir des masses, principalement des travailleurs.

« L'Assemblée populaire exécutera les décisions, en ayant recours aux méthodes propres de lutte de la classe ouvrière, et au premier chef à la mobilisation et à l'action directe des masses.

« La représentation de la classe ouvrière sera majoritaire quoi qu'il arrive et constituera 60 % au total des délégués. »

Le caractère « d'organe de double pouvoir » — se « différenciant par rapport aux organes du gouvernement central », constituant « l'expression d'une politique propre et de centralisation des forces » face à celui-ci — découle exclusivement, de façon directe, de ce caractère prolétarien que le préambule de la Charte assigne à l'Assemblée populaire, conformément à toute l'expérience du prolétariat et à tout l'enseignement du marxisme. Face au pouvoir de la bourgeoisie, le seul pouvoir qui peut commencer à se dresser est celui de la classe ouvrière, autour duquel les masses entreprennent de se regrouper pour abattre l'Etat bourgeois et briser, par la révolution, les chaînes de la domination impérialiste.

La réunion de l'Assemblée a commencé à accélérer ce regroupement et a précipité le coup d'Etat du 21 août. Le coup d'Etat a coupé court à la pleine maturation de la situation révolutionnaire et a transformé les données de la situation politique en obligeant la classe ouvrière et les masses à effectuer un profond recul. Mais ce recul n'a eu ni le caractère d'une défaite politique profonde, ni d'un écrasement physique. Les raisons en sont simples. Elles tiennent tout d'abord au fait que, grâce au POR, le prolétariat bolivien n'a pas

eu à subir, à la différence du prolétariat chilien, les effets destructeurs d'une politique de collaboration de classe.

Le 20 août, la classe ouvrière a combattu sous son propre drapeau, dans l'indépendance politique totale de classe définie par l'appel de la COB rédigé à l'initiative du POR. L'intervention organisée des militants du POR dans les combats du 20 août et dans les jours qui ont suivi ont permis, d'autre part, au prolétariat d'opérer un recul en bon ordre, évitant une décapitation et une saignée qui auraient hypothéqué l'avenir, et se disposant immédiatement à défendre par les méthodes de la lutte des classes et dans l'unité les organisations de classe, notamment syndicales, qui font sa force.

Tout au long de la dictature de Banzer, la classe ouvrière et en premier lieu les mineurs ont poursuivi ce combat, maintenu leurs organisations, tenu, fût-ce dans la semi-clandestinité, leurs congrès (notamment ceux de la Fédération des mineurs), élu leurs directions, défendu avec succès les militants contre la répression, combattant en même temps pied à pied pour leurs revendications, les arrachant souvent et obligeant la dictature à se tenir toujours à distance respectable. D'année en année, la classe ouvrière bolivienne a montré à quel point elle n'a pas été écrasée : la grève générale des mines de 1974 l'a pleinement prouvé, ainsi que celle de 1976, même si les mineurs n'ont pas atteint leurs objectifs et ont été contraints de reculer.

Ce facteur est un facteur constitutif central de la situation politique bolivienne et de l'état exact du rapport entre les classes. Les difficultés constantes auxquelles la dictature de Banzer a eu à faire face et dont elle cherche aujourd'hui à sortir par la « constitutionnalisation » en sont la conséquence directe.

## LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE CHILIENNE ET LA POLITIQUE DE L'UNITÉ POPULAIRE

De septembre 1970 à septembre 1973, le Chili a connu une crise révolutionnaire ouverte, dont le mouvement est allé en s'approfondissant, à partir d'octobre 1972 en particulier, sous l'effet de la poussée de la classe ouvrière et des masses construisant leurs propres organes de combat pour répondre aux offensives contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

A chaque phase du développement et de la maturation de la crise révolutionnaire, la détermination et la volonté de la classe ouvrière et des masses se sont heurtées au barrage dressé en défense de la propriété privée et de l'ensemble des structures et des institutions de l'Etat bourgeois, en particulier par les dirigeants et appareils politiques traîtres des partis ouvriers traditionnels chiliens, PC et PS. Dans leur combat contre la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme, la classe ouvrière et les masses ont rencontré sur leur chemin, comme leur premier et, sur le plan politique, leur plus redoutable ennemi, les dirigeants des partis en qui ils se reconnaissent et qu'ils avaient cru porter au gouvernement pour faire leur politique de rupture avec la propriété capitaliste et la subordination au joug de l'impérialisme.

Il faut réaffirmer ici ce que l'OCI et le Comité d'organisation ont analysé et démontré dans leurs articles, livres et déclarations, à savoir que la classe ouvrière et les masses chiliennes n'ont aucune responsabilité dans l'écrasement politique et physique subi le 11 septembre 1973. Cet écrasement n'avait rien non plus d'inéluctable. Tout au long de la crise révolutionnaire, la classe ouvrière et les masses ont multiplié les manifestations de leur combativité, leur créa-

tivité dans la lutte des classes, leur capacité à déjouer en partie les obstacles et à combattre avec un dévouement absolu.

La responsabilité de l'écrasement appartient exclusivement aux dirigeants du PCC et du PS, couverts à « gauche » par la direction du MIR, et à la politique claire et acharnée de front populaire qu'ils ont menée, démontrant une nouvelle fois que cette politique « voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme » (« Programme de transition »).

L'origine de la tragédie du 11 septembre 1973 remonte à la constitution de l'Unité populaire en 1969-1970. Formée, d'un côté, du PC et du PS, de l'autre, du Parti radical et des députés et sénateurs scissionnistes de la démocratie chrétienne, la coalition de l'Unité populaire a aussitôt représenté la matérialisation du lien traître des dirigeants ouvriers avec la bourgeoisie chilienne et avec l'impérialisme.

La formation de l'UP avait comme fonction de barrer la voie à la constitution, dans le cadre des élections présidentielles de 1970, d'un front entre les partis ouvriers sur un programme anticapitaliste et d'indépendance nationale, qui ferait du prolétariat la force politique dirigeante du pays opprimé. L'alliance avec la bourgeoisie se matérialisait par l'adoption d'un programme politique — le programme de l'Unité populaire — dont la ligne et le contenu étaient ceux de la défense de l'ordre bourgeois, et auquel pouvait souscrire toute une aile de la bourgeoisie, notamment au sein de la démocratie chrétienne.

L'ouverture de la crise révolutionnaire avec l'élection d'Allende, le 4 septembre 1970, a conduit rapidement les dirigeants du PCC et du PS à donner à cette politique une concrétisation encore plus précise. Elle prend la forme de l'acceptation par l'UP de négocier la ratification



de cette élection par le Congrès dominé par les partis bourgeois, et de signer le « Statut des garanties constitutionnelles » proposé par le Parti démocrate-chrétien et l'état-major de l'armée, qui a matérialisé — en même temps qu'il en a renforcé et aggravé la portée et les conséquences — le lien traître entre les directions des partis ouvriers et la bourgeoisie établi en 1969.

Le « Statut des garanties constitutionnelles » n'a pas été une simple « déclaration de principes », mais un texte portant amendement à la constitution de l'Etat bourgeois sur plusieurs points décisifs, où il paraissait important à la bourgeoisie chilienne et à l'impérialisme d'assurer la défense de ses positions menacées et de renforcer le dispositif répressif de l'appareil d'Etat face à la montée des masses.

En signant le « Statut », la coalition de l'Unité populaire et le gouvernement Allende ont affirmé avec éclat leur volonté de se situer sans équivoque du côté de l'ordre bourgeois et de défendre celui-ci contre la montée des masses. Les mesures prises plus tard par Allende, Corvalan et les directions du PC et du PS chiliens — telles que le maintien du « groupe mobile » (CRS) dont la dissolution était pourtant inscrite dans le programme de l'UP, la constitution des cabinets militaires en novembre 1972 et août 1973, l'introduction des chefs militaires dans le gouvernement et la promulgation en février 1973 de la loi scélérate sur les réquisitions d'armes — se situent dans le cadre établi par l'accord signé avec Tomic et le général Schneider en octobre 1970.

Face au combat des masses, le gouvernement de l'UP a été contraint de donner une satisfaction partielle et provisoire aux revendications nationales et sociales fondamentales des masses exploitées. Aux mains du gouvernement de l'UP, cependant, ces concessions se sont transformées en un

instrument contre-révolutionnaire qu'il a utilisé pour détourner la lutte des masses se dirigeant vers la destruction de l'Etat bourgeois et donner à la bourgeoisie et à l'impérialisme le temps nécessaire pour regrouper leurs forces en vue de la contre-révolution.

Au nom de la « révolution dans la légalité » et du respect de la constitution et des lois bourgeoises, Allende-Corvalan et l'UP ont assuré la défense pied à pied, au compte de la bourgeoisie, de l'Etat bourgeois et des institutions qui devaient être l'âme et l'arme essentielles de la contre-révolution : le corps des officiers, l'appareil judiciaire, les partis politiques de la bourgeoisie.

Au nom du respect de la propriété privée, de la « liberté du travail » et « du droit aux résultats du travail », le gouvernement Allende-Corvalan a permis à la bourgeoisie de saboter l'économie et, en liaison avec le blocus impérialiste, de créer le chaos économique et l'inflation dont la contre-révolution s'est nourrie. Au nom de l'alliance avec l'« armée démocratique », Allende et l'UP ont nourri et protégé les forces qui ont asséné au prolétariat les coups violents du 11 septembre.

La violence du coup d'Etat de Santiago et l'ampleur et l'acharnement de la répression contre la classe ouvrière ont été à la mesure du point atteint, d'octobre 1972 à juillet 1973, par le développement de la crise révolutionnaire et la maturation de la conscience de la classe ouvrière et des masses.

---

## DE L'INITIATIVE DES MASSES DE 1968 AUX CORDONS INDUSTRIELS

---

A chaque étape du mouvement qui va de 1968-1969 — moment où la montée des masses disloque le gouvernement de la démocratie chrétienne dirigé par Frei — à juillet

1973, on trouve l'initiative de la classe ouvrière et des masses dans la lutte des classes.

La défaite des candidats bourgeois, Alessandri et Tomic, et la victoire électorale d'Allende, en dépit du barrage constitué déjà par le pacte d'Unité populaire, sont l'expression sur le terrain politique d'une mobilisation qui avait vu les masses, à partir de 1968, s'attaquer à la politique de Frei, engageant le combat avec les méthodes de la lutte du prolétariat — grève, grève générale, occupation de terres, manifestations de rue.

L'accession d'Allende et de l'UP au gouvernement, le 4 novembre 1970, a eu pour effet de pousser les masses à accentuer leur mobilisation, à redoubler leurs efforts et à porter des coups importants à la bourgeoisie et à l'impérialisme. C'est par leur action et du fait de leur mobilisation qu'une certaine répartition des terres a eu lieu et que sont intervenus l'affaiblissement de la grande propriété, la nationalisation des ressources naturelles de base, l'étatisation de la banque et des grandes entreprises monopolistiques.

Les occupations des grands domaines par les paysans, le contrôle ouvrier établi par la classe ouvrière sur les usines dont les propriétaires avaient pris la fuite, d'abord, puis, plus tard, qu'elle soupçonnait de sabotage économique et de menées contre-révolutionnaires (participation à la grève patronale d'octobre 1972) ont marqué la volonté des masses laborieuses de s'attaquer aux racines du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme.

A partir des derniers mois de 1972, c'est un pas de plus dans la voie de la révolution qui avait commencé à être franchi.

Face à la montée de la contre-révolution et à ses manœuvres au grand jour, et face à la trahison qu'elles commençaient à percevoir à travers l'indulgence et la passivité du gouvernement devant les menées de

la réaction et son refus de mobiliser la classe ouvrière et les masses, celles-ci ont entrepris de s'organiser sur leur propre terrain et de construire des organisations autonomes de classe, adaptées aux exigences du combat.

L'apparition dans le cadre des événements chiliens d'organismes possédant des traits soviétiques clairs traduit le caractère révolutionnaire qu'a revêtu la situation dans la dernière année du gouvernement Allende. Face à la bourgeoisie, à l'impérialisme et à leurs partis et leur appareil d'Etat, et en présence de la passivité et de la trahison de leurs propres directions, le prolétariat et les masses chiliennes ont entrepris de créer des organismes de combat dont la consolidation eût ouvert la voie à une situation de double pouvoir. C'est bien ainsi qu'Allende et Corvalan l'ont compris, et ils ont fait de la lutte contre les comités de ravitaillement et les cordons industriels l'un des axes de leur lutte pour désarmer et disloquer politiquement le prolétariat face à l'offensive en préparation de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

L'utilisation faite par les masses des comités de ravitaillement et de contrôle des prix, des groupes d'auto-défense constitués dans certaines usines, la constitution surtout des « cordons industriels » — comités de coordination des comités d'usine —, l'organisation faite dans le cadre de ces organismes, à des moments cruciaux de la lutte des classes, de la production et de la distribution, de la lutte contre le sabotage de l'économie par la bourgeoisie, des tâches essentielles de l'autodéfense ouvrière contre les attaques fascistes, et même, dans les jours qui ont précédé le coup d'Etat, contre les perquisitions de l'armée (à la SUMAR de Santiago) sont la meilleure preuve des réserves de combativité et d'abnégation dans la lutte, de volonté de combattre pour défendre l'acquis et en finir avec la domination bourgeoise dont la classe ouvrière chilienne a

fait preuve jusqu'au bout, en dépit de la trahison des directions de ses partis traditionnels, PC et PS.

### L'ABSENCE DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE AU CHILI

La révolution chilienne a confirmé complètement les enseignements du marxisme au sujet du parti révolutionnaire. Si loin que le prolétariat chilien ait été, ce n'est pas de son mouvement spontané que pouvait naître le parti révolutionnaire indispensable à la victoire, seul capable par ses interventions et ses mots d'ordre d'aider la classe ouvrière à déjouer et disloquer la politique traître du front populaire. Le parti n'est pas une catégorie spontanée de la lutte des classes. Sa construction ne peut se faire qu'à partir d'une intervention consciente dont la base est le programme international de la révolution prolétarienne mondiale, aujourd'hui le « Programme de transition », programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale auquel la politique pabliste n'a pas pu porter atteinte.

La destruction en 1964 du POR chilien aux mains du Secrétariat unifié et des militants chiliens anciennement membres du Secrétariat unifié qui ont participé au Congrès d'unification de 1963, la création à leur initiative du MIR en 1965, l'alignement complet des militants chiliens du SU, d'abord sur les thèses du X<sup>e</sup> congrès et ensuite sur le front populaire de combat, sont autant de facteurs qui ont contribué à ce que le prolétariat chilien entre dans la crise révolutionnaire radicalement démuné de toute organisation révolutionnaire, même petite.

Aucun bilan de la révolution chilienne ne sera complet tant que n'aura pas été menée à fond une analyse de la politique du MIR. Il est insuffisant de caractériser le MIR simplement comme une organisation

centriste ayant joué un rôle de flanc-garde de la politique de l'UP. Le MIR est devenu, dans le cours de la crise révolutionnaire, l'un des instruments d'intervention du castrisme contre la révolution aux côtés du stalinisme. Toute l'expérience des militants qui ont appartenu au MIR atteste que le MIR s'est présenté de plus en plus comme une force politique et matérielle — financée, équipée, orientée politiquement par Cuba — à laquelle la classe ouvrière s'est heurtée dans son combat contre la bourgeoisie et la politique de l'UP.

Depuis le 11 septembre 1973 et la session du bureau international de décembre 1973, le Comité d'organisation et les organisations qui en font partie ont été les seuls à combattre de façon acharnée et cohérente pour caractériser clairement l'Unité populaire comme front populaire, caractériser la crise révolutionnaire, fixer les responsabilités, combattre pour que la classe ouvrière, mondialement et au Chili, assimile les leçons de la défaite chilienne. Ce combat est un acquis politique du Comité d'organisation et l'un des terrains où il s'est délimité en toute clarté des partis contre-révolutionnaires et des courants opportunistes et révisionnistes. Défendre l'Assemblée populaire de Bolivie comme organisation à caractère soviétique, caractériser l'Unité populaire comme front populaire ayant ouvert la voie au coup d'Etat fasciste et exclusivement responsable de la défaite : tels sont deux des terrains où le Comité d'organisation a commencé à acquérir sa physionomie et sa place propre comme organisation trotskyste en Amérique latine.

### POUR UN BILAN DU FRENTE AMPLIO EN URUGUAY

Le bilan de la politique funeste des fronts populaires en Amérique latine exigerait d'être complété par l'ana-

lyse du mouvement de la lutte des classes en Uruguay. Là non plus, il n'était en aucune façon inévitable que la situation pré-révolutionnaire, créée à partir des grands combats de 1969 et la grève générale de 1972, débouche sur la victoire de la contre-révolution, l'écrasement de la classe ouvrière, la mise hors-la-loi de ses organisations, la répression presque aussi sanginaire qu'au Chili. La responsabilité en incombe, d'un côté, à la politique aventuriste, petite-bourgeoise, dressée à l'encontre du mouvement de la classe ouvrière, suivie par les Tupamaros ; et, de l'autre, à la politique de front populaire impulsée par le PCU, d'alliance avec des organisations bourgeoises dans le cadre du Frente amplio d'abord, de subordination de la classe ouvrière aux hommes politiques bourgeois « libéraux » au cours des mois critiques de 1972-1973. Organisé sur le terrain syndical en une puissante organisation syndicale assurant l'unité de la classe ouvrière dans l'ensemble de ses composantes, le prolétariat uruguayen s'est vu réduit à l'impuissance totale sur le plan politique. La politique du PC a barré la voie à toute formulation d'un mot d'ordre de gouvernement indépendant de classe sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan. Elle a ligoté la classe ouvrière, éloigné la petite bourgeoisie et ouvert la voie au fascisme.

---

### L'ENJEU POLITIQUE DE L'INDEPENDANCE DE CLASSE DU PROLETARIAT ARGENTIN

---

À partir de 1968-1969, la poussée révolutionnaire de la classe ouvrière à l'échelle de l'ensemble des pays dits du « cône sud » du continent a eu comme troisième point d'appui majeur le combat du prolétariat argentin.

Par de nombreux aspects — son nombre, son degré de concentration dans la production, sa densité sociale, son poids au sein d'une société urbaine plus qu'aucune autre en Amérique latine, son expérience de lutte contre des dictatures militaires —, la classe ouvrière d'Argentine est l'une des plus puissantes de tout le continent. Pendant trente ans cependant, cette classe ouvrière a été réduite à l'impuissance politique et entravée dans tous ses combats face à la bourgeoisie et à l'impérialisme par la perte de son indépendance politique et organisationnelle de classe, tant sur le plan syndical que sur le plan politique.

Ainsi que nous l'avons rappelé plus haut, la montée et le triomphe de Peron et du péronisme en 1945-1946, la conquête politique de la classe ouvrière par le péronisme, la matérialisation de cette victoire de la bourgeoisie par la destruction de la CGT fondée en 1930, l'établissement à sa place de la CGT issue du congrès de 1950 — ratifiant et codifiant l'appartenance « organique » de la centrale au parti péroniste et permettant son intégration directe à l'appareil d'Etat — ont ligoté politiquement la classe ouvrière d'Argentine.

La responsabilité en incombe au stalinisme — pour lequel l'objectif s'intégrait dans sa stratégie d'ensemble de coexistence avec l'impérialisme —, au parti social-démocrate d'Argentine et aux anarcho-sindicalistes encore puissants dans les années 40. Ce sont eux conjointement qui ont creusé le lit du nationalisme bourgeois et préparé les conditions de sa mainmise politique puis matérielle (organisationnelle) sur la classe ouvrière, moyennant la destruction de l'indépendance de classe des syndicats.

Le refus de ces organisations, de par leur nature politique, à combattre pour un programme correspondant aux traits spécifiques du pays, en tant que semi-colonie subordonnée à l'impérialisme, a joué un rôle

**IMPACT DES SYNDICATS** La bourgeoisie argentine a eu des organisations dont la dégenérescence se situe à l'égard du travail programmatique le plus fondamental, celui de leur incapacité et de leur refus à fournir une réponse de la classe ouvrière sur les questions de l'impérialisme, de l'indépendance nationale et de la réalisation des tâches démocratiques dans un pays semi-colonial soumis au joug du capital britannique et américain et de leurs alliés de l'oligarchie terrienne argentine.

C'est sur ce terrain politique qu'elles ont préparé la victoire de Peron. L'incapacité ou le refus de ces organisations à combattre efficacement pour l'indépendance de classe des syndicats ne peuvent être appréciés indépendamment de cet aspect décisif qui se trouve directement à l'origine du triomphe du nationalisme bourgeois. Ce n'est pas là une « question d'histoire », mais au contraire une question politique de la plus grande actualité qui va être vitale dans la prochaine période.

Le prolétariat argentin est confronté à deux grands problèmes :

— Reconquête de l'indépendance de classe — programmatique et organisationnelle — sur le plan syndical, moyennant un combat dont le point d'achèvement serait le congrès constitutif d'une CGT qui rompe les liens avec la CGT de 1950, avec le péronisme, qui condamne l'intégration des syndicats à l'Etat sous toutes ses formes et qui rende aux syndicats sur l'ensemble des plans, programmatique notamment, leur caractère d'organisation de classe.

— Combat sur la ligne de la stratégie du parti ouvrier indépendant selon la méthode définie par Trotsky, c'est-à-dire du parti assurant à la classe ouvrière argentine son indépendance politique de classe face aux partis bourgeois et à l'Etat.

Comme toute l'histoire de la lutte des classes des trente dernières années l'a démontré, ce ne sont pas la combativité ou l'initiative face à la

bourgeoisie qui ont fait défaut au prolétariat argentin, ce qui l'a empêchée à été la perte de l'indépendance de classe de ses syndicats et l'absence de tout parti occupant, par ses liens historiques avec la classe ouvrière et par son programme, la place de parti ouvrier, assurant au prolétariat son indépendance politique de classe face à la bourgeoisie et à l'Etat.

## LA GREVE GENERALE DE CORDOBA ET LE RETOUR DE PERON

Au cours des dix-huit années qui séparent la chute de Peron en septembre 1955 et son retour en mars 1973, l'Argentine n'a pas eu moins de huit gouvernements et de trois régimes. Elle est passée successivement du péronisme à la dictature militaire, de la dictature militaire à une phase de fonctionnement de la constitution et de gouvernement des différents courants du Parti radical, avant de retrouver la dictature militaire jusqu'à ce que le retour de Peron s'avère indispensable. A l'exception de quelques brèves périodes, la situation économique a été marquée par une inflation galopante quasi chronique. Les forces armées, d'autre part, ont été au bord de l'éclatement entre 1960-1965, dans des conditions où leurs différentes ailes sont allées jusqu'à l'affrontement armé pour régler leurs différends quant à la situation économique et politique et au mouvement des masses. Trois ans à peine séparent le coup d'Etat militaire d'Onganía de la grève générale et des manifestations à caractère insurrectionnel de Cordoba qui marquent le point de départ de la crise politique de la dictature militaire et du processus aboutissant au retour de Peron.

Aucune de ces formes de domination politique n'est parvenue à régler, dans des conditions qui satisfassent

les exigences de la mise en valeur du capital impérialiste et national, les rapports de la bourgeoisie avec la classe ouvrière d'Argentine. Aucun des plans d'austérité établis par le capital financier et ses agents n'a tenu longtemps face à la résistance de la classe ouvrière.

Il est impossible de sous-estimer la portée de ces faits. Leur poids se fait sentir jusque dans la situation actuelle et permet de comprendre les considérations qui conduisent l'appareil stalinien à apporter de façon si ouverte son appui à Videla. A cela s'ajoute le fait nouveau qui est le résultat spécifique de la phase de la lutte des classes qui va de Cordoba au coup d'Etat de mars 1976, à savoir les modifications de caractère qualitatif qui sont intervenues dans les rapports entre la classe ouvrière et Peron et le péronisme, pour éclairer enfin au grand jour dans la grève générale de juin-juillet 1975 organisée directement contre Isabel Peron et son gouvernement.

Entre 1955 et 1973, après une brève tentative pour organiser la répression non seulement contre la classe ouvrière, mais aussi contre le péronisme, la bourgeoisie avait rétabli la CGT pour occuper les fonctions pour lesquelles Peron l'avait construite, et Peron lui-même, nonobstant son exil, avait été réintroduit dans le jeu politique pour y jouer un rôle important dans pratiquement toutes les phases de la lutte des classes jusqu'à son retour final.

---

## LA PORTEE DE LA GREVE GENERALE DE JUIN 1975

---

Aujourd'hui, la marge de manœuvre pour la mise en œuvre d'une telle politique est devenue singulièrement étroite. La CGT s'est identifiée de façon répétée avec les plans antiouvriers de l'impérialisme et de

la bourgeoisie argentine, et la classe ouvrière s'est dressée de façon répétée contre la centrale.

La grève générale de Cordoba, déjà, était dirigée contre la politique d'Orizania, mais aussi contre toute la politique de l'aile de la CGT dont il recevait l'appui ouvert. Les grands combats des années suivantes devaient confirmer ce fait et rendre le retour de Peron doublement nécessaire. Ce retour a confronté la classe ouvrière de nouveau directement à Peron.

Dans les trois années qui vont de l'élection de Campora au coup d'Etat de Videla, l'expérience accumulée du prolétariat argentin lui a permis de montrer qu'il avait cessé de considérer le gouvernement, dirigé successivement par Peron puis par sa femme, comme étant de quelque façon que ce soit le sien. C'est de là qu'a résulté le « vide politique » croissant, accentué par la mort de Peron en juillet 1974. A partir de la grève générale de juin 1975, la mobilisation de la classe ouvrière contre le gouvernement d'Isabel Peron ne laissait plus subsister d'ambiguïté : le temps était définitivement révolu où le péronisme était capable d'occuper, au moins partiellement, le terrain laissé vide par l'absence de parti ouvrier indépendant, et où la CGT intégrée au parti justicialiste, et au-delà à l'Etat, était capable d'insérer la classe ouvrière dans la camisole de force de sa politique et de son appareil.

Ce sont ces modifications dont le coup d'Etat est venu tirer les conséquences. Il a abattu un gouvernement et une forme de domination politique qui avaient cessé de remplir leur fonction et dont l'existence prolongée ne pouvait que miner les fondements de l'appareil d'Etat, et appeler la classe ouvrière à une action indépendante chaque fois plus manifeste. La grève générale de juin 1975 a eu lieu contre le gouvernement Isabela Peron-Lopez Rega, mais elle a mis en évidence puissamment l'in-

capacité de l'appareil de la CGT, plus exactement de la CGT, comme institution péroniste à maîtriser le mouvement de la classe ouvrière.

La grève générale de juin 1975 et son prolongement le 24 mars ont une portée pour la lutte des classes dans toute l'Amérique latine. Ils ferment l'époque de la domination péroniste et ouvrent la phase où la classe ouvrière d'Argentine va pouvoir déployer toutes ses potentialités.

Les problèmes que la classe ouvrière doit résoudre se mesurent au fait qu'après avoir infligé au gouvernement d'Isabel Peron la défaite de juin-juillet 1975, il lui a été impossible de se mobiliser contre ce gouvernement dans la perspective de son pouvoir propre, sur un mot d'ordre exprimant le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Le gouvernement Videla doit être mis sur le même plan que celui de

Pinochet lorsqu'il s'agit de définir la place qu'il occupe vis-à-vis de l'impérialisme. L'un et l'autre sont des gouvernements appuyés directement sur l'impérialisme nord-américain, issus de coups d'Etat organisés avec la collaboration et sous l'impulsion de ses services — ce qui n'est nullement contradictoire avec le fait que l'impérialisme désirerait voir des ajustements dans la forme de domination se produire aujourd'hui dans un cas comme dans l'autre.

Ce qui différencie le gouvernement de Videla de celui de Pinochet tient exclusivement aux rapports politiques entre les classes qui sont profondément distincts en Argentine et au Chili. La classe ouvrière argentine a été obligée d'opérer un profond recul, mais elle n'a été ni écrasée physiquement, ni battue politiquement par suite de la trahison de ses partis. Toute la situation politique argentine se ressent de ce fait.

---

## 5 - les mots d'ordre démocratiques et l'actualité du combat politique sur la ligne de la constituante souveraine

---

Dans le « Programme de transition », Trotsky résume l'ensemble des acquis théoriques et politiques du prolétariat mondial sur la question du mouvement de la révolution prolétarienne dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (c'est-à-dire l'ensemble des acquis positifs et négatifs de la révolution d'Octobre et de la révolution chinoise de 1924-1927) dans quelques courts paragraphes. C'est sur la question des mots d'ordre de la démocratie contenus dans ces paragraphes, et notamment celui de l'Assemblée constituante souveraine, que nous voudrions faire porter la dernière section de cet article.

---

### AU SEUIL D'UN NOUVEAU TOURNANT EN AMERIQUE LATINE

---

C'est uniquement la politique contre-révolutionnaire de l'Unité populaire, défendant l'Etat bourgeois face aux masses et combattant directement les cordons industriels, qui a permis à la bourgeoisie et à l'impérialisme de préparer le coup d'Etat sanglant du 11 septembre et de briser la révolution. Le coup d'Etat chilien a consolidé le régime de Banzo et servi de point d'appui aux coups d'Etat uruguayen et argentin.

La défaite chilienne a modifié les rapports politiques en faveur de la bourgeoisie pendant quelque temps dans un ensemble de pays. Mais, dès 1974, la crise de domination politique rebondit au Pérou sous les effets des grandes grèves des mineurs et des instituteurs, et de l'incapacité dont le régime Velasco fait preuve à intégrer les syndicats à l'Etat. En Bolivie, 1974 est l'année de la première grande grève des mineurs contre Banzer. Au Brésil, les initiatives de la classe ouvrière se développent.

Aujourd'hui, la désagrégation du régime bonapartiste péruvien et la grève générale du 20 juillet au Pérou ; la grève générale du 16 septembre en Colombie ; la crise de domination politique qui s'accélère dans ces deux pays ; la remontée du prolétariat en Bolivie et les graves difficultés de Banzer ; la succession de grèves menées par la classe ouvrière d'Argentine, tout cela représente autant d'éléments qui indiquent à quel degré la situation est typiquement celle où peut se produire à tout moment un tournant brusque ouvrant une nouvelle étape de la lutte révolutionnaire dans une série de pays.

Pour que notre analyse soit complète, il faudrait beaucoup d'éléments encore, qui permettent de définir la place de la lutte des classes — en particulier au Mexique, en Colombie et au Venezuela — par rapport au mouvement d'ensemble du combat de la classe ouvrière à l'échelle du continent.

Mais suffisamment d'éléments ont été apportés pour pouvoir affirmer que l'Amérique latine est entrée de 1969 à 1973 de plain-pied dans la nouvelle période de la révolution prolétarienne. Elle se situe à un degré plus fort qu'à aucun moment de son histoire dans une position qui est tout sauf une position marginale. A l'aide de ces éléments, on peut maintenant apprécier pleinement dans quel cadre et sur quel terrain l'im-

pact de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam s'est produit, et pourquoi l'onde de choc de cette défaite n'est nullement amortie. Tous les éléments existent pour un tournant brusque dans la situation politique, qui porte le prolétariat au-devant de la scène politique dans plusieurs pays.

---

## L'OBJECTIF EST LA DICTATURE DU PROLETARIAT

---

Le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution dans les pays arriérés et la nature de classe — dictature du prolétariat — des Institutions qui sont seules capables d'assurer la libération de nations opprimées du joug de l'impérialisme sont plus que jamais la clé de toute orientation du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La démonstration que la classe ouvrière d'Amérique latine a faite de sa capacité à se diriger vers la destruction des rapports de production capitalistes et de l'Etat bourgeois, est un facteur constitutif des rapports politiques qui existent aujourd'hui en Amérique latine. La pratique est venue confirmer avec force le bien-fondé du patrimoine théorique que les trotskystes ont défendu des années durant contre le révisionnisme.

La bourgeoisie et la petite bourgeoisie sont incapables de résoudre les problèmes laissés en suspens ou d'accomplir aujourd'hui ce qu'elles n'ont pas été capables de mener à bien hier. A l'échelle mondiale, le capitalisme a épuisé ses possibilités de développement et mené une existence toujours plus profondément parasitaire. Seule l'appropriation par le prolétariat des forces productives à l'échelle du globe peut ouvrir à l'humanité une nouvelle phase de progrès. C'est le prolétariat qui est seul capable de mener à bien les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et de prendre la tête de la



lutte pour libérer les pays d'Amérique latine du joug de l'impérialisme.

Ces tâches, le prolétariat ne peut les accomplir que selon ses propres méthodes, en conformité avec les exigences historiques de l'époque où les problèmes qui se posent à l'humanité sont ceux de la destruction du capitalisme et de la construction du socialisme à l'échelle mondiale. C'est à l'aide des institutions de la dictature du prolétariat, du gouvernement des soviets d'ouvriers et de paysans, que les vestiges du passé précapitaliste seront liquidés et la lutte contre l'impérialisme menée à bien. Les mesures prises par le prolétariat porteront déjà le sceau de la future société à construire et ce combat est partie intégrante de la lutte menée par le prolétariat pour la destruction du capitalisme à l'échelle mondiale.

C'est là le contenu des paragraphes des « Thèses de la Révolution permanente » qui concernent les pays arriérés, la ligne stratégique des « Thèses d'avril » de Lénine et le mouvement suivi par la révolution russe de février à octobre. C'est sur cette position que les militants marxistes avaient commencé à constituer, avant la stalinisation de l'Internationale communiste, les partis communistes d'Amérique latine, et que les meilleurs d'entre eux ont formé ensuite des organisations de l'Opposition de gauche, puis de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est cette position que Staline aurait voulu pouvoir effacer à jamais et à laquelle il a tenté, la ruse et la violence aidant, de substituer la théorie de la prétendue « révolution par étapes ». C'est là l'orientation que le révisionnisme pabliste a voulu liquider. C'est là la voie qu'a réouverte le prolétariat bolivien en Amérique latine en s'engageant, en 1971, avec le POR, dans la constitution de l'Assemblée populaire. C'est là en un mot la base de notre programme.

Mais cette ligne stratégique exige l'élaboration des mots d'ordre transi-

toires qui permettent à la classe ouvrière de déboucher sur les situations où, comme en Bolivie, le combat pour son propre pouvoir devient une question immédiate.

## LA PLACE DES MOTS D'ORDRE DEMOCRATIQUES

Aujourd'hui plus que jamais, les « traits particuliers » qui déterminent le contenu des revendications transitoires et la ligne sur laquelle il faut engager le combat pour le front unique anti-impérialiste sont ceux résultant du non-accomplissement (ou au mieux, dans quelques pays, de l'accomplissement inachevé) des tâches de la révolution démocratique bourgeoise, l'absence de formation des nations au sens plein du terme, la soumission de ces pays au joug de l'oppression impérialiste avec sa cohorte de conséquences : chômage, sous-nutrition, misère chronique, analphabétisme et retard culturel de vastes secteurs de la population, souveraineté politique purement formelle et sans cesse bafouée par l'impérialisme.

L'élaboration des mots d'ordre transitoires dans les pays d'Amérique latine se situe toujours sur le terrain où Trotsky les plaçait, celui de l'indépendance nationale et de la réforme agraire, étant entendu que :

« le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession seront déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. »

C'est dans le cadre de cette élaboration que les mots d'ordre de la démocratie, dont le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine est le plus central, se trouvent soulevés. A cet égard, le « Programme de transition » rappelle :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine et l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie nationale.

« A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

Il faut rappeler que, dans sa phase révolutionnaire, au cours des révolutions démocratiques bourgeoises des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, la bourgeoisie a été conduite à établir, de façon plus ou moins achevée selon les pays, les formes développées de la démocratie, poussée par les exigences du combat contre l'Ancien régime. Mais, y compris à cette époque, la bourgeoisie — classe exploiteuse — s'est avérée déjà incapable, par crainte des masses plébéiennes, de réaliser les formes les plus développées de sa dictature de classe, et par là même, de pousser jus-

qu'au bout la révolution bourgeoise libérant la nation des entraves du passé.

Même à l'époque des révolutions bourgeoises démocratiques, ce sont donc les couches inférieures de la petite bourgeoisie — desquelles ne s'était pas encore détaché le prolétariat — qui, en établissant leur dictature révolutionnaire provisoire, ont déblayé la voie à la bourgeoisie.

A l'époque de l'impérialisme, les bourgeoisies nationales, plus encore qu'à l'époque des révolutions bourgeoises, ne peuvent que s'opposer et s'opposent plus encore — en relation avec la montée des masses — à l'instauration des formes développées de la démocratie politique révolutionnaire, qui seules ont pu fonder la nation. L'expérience de toutes les révolutions dans les pays arriérés atteste, ainsi que l'établit la théorie de la révolution permanente, que « la bourgeoisie nationale n'est capable de diriger la société que comme bourgeoisie compradore de l'impérialisme ».

Le terrain des revendications démocratiques est un terrain où la classe ouvrière n'a aucune peine à se délimiter de la bourgeoisie, même dans ses secteurs les plus « radicaux », où les révolutionnaires peuvent « armer les ouvriers du programme démocratique pour les aider à soulever et rassembler les paysans » avec l'objectif de hâter la maturation de situations où les soviets peuvent et doivent surgir.

---

## LA PORTEE DU MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE SOUVERAINE

---

Les tâches nationales et démocratiques sont de libérer la nation opprimée des entraves de la domination impérialiste et de l'arriération qui se concentre en particulier dans les campagnes et dans les zones près des villes où vivent les paysans refoulés de la terre.

Libérer la nation opprimée signifie constituer la nation au sens révolutionnaire du terme, assurer sa souveraineté. Contre qui ? En premier lieu évidemment contre l'impérialisme. L'accomplissement, contre l'impérialisme, des tâches nationales et démocratiques implique donc le combat pour la souveraineté populaire dont la concrétisation se situe dans le mot d'ordre de la Constituante souveraine. Le prolétariat « chef de la nation opprimée », face aux débiles bourgeoisies « nationales », doit assurer dans la marche à son propre pouvoir les tâches historiques de la constitution de la nation libérée de l'oppression, lever le drapeau de la démocratie sur lequel est inscrit en premier lieu le mot d'ordre de la Constituante souveraine.

Dans les pays arriérés semi-coloniaux, le contenu transitoire de la revendication de la Constituante souveraine est directement relié à toute la marche du développement historique à l'époque de l'impérialisme, où les « bourgeoisies nationales » sont impuissantes à achever les tâches nationales et démocratiques, et où c'est par conséquent le prolétariat qui est conduit à assumer leur accomplissement sur son propre plan de classe et pour ses propres objectifs.

Le processus de la révolution permanente n'affranchit pas les peuples des étapes suivies par le développement historique de l'humanité au moment du passage de la féodalité au capitalisme, mais exige qu'elles soient franchies de manière combinée avec le combat mondial du prolétariat pour la destruction du mode de production capitaliste et sous sa direction. C'est à cette réalité que correspond pour Trotsky le mot d'ordre de la Constituante souveraine dans les pays où la nation moderne ne s'est jamais fondée.

A propos de la Chine, Trotsky, discutant avec les militants chinois de l'Opposition de gauche, les met en garde contre le danger qu'il y au-

rait à méconnaître ce mouvement historique contradictoire et combiné, et à confondre de ce fait les rythmes de la conscience politique (et les formes pour y parvenir) dans la classe ouvrière d'un côté, et dans la paysannerie et l'ensemble des masses opprimées de l'autre :

« La puissance des masses opprimées est dans leur nombre. Lorsqu'elles s'éveilleront, elles chercheront à exprimer la force du nombre politiquement, par le moyen du suffrage universel. La poignée de communistes sait déjà que le suffrage universel est un instrument du pouvoir bourgeois et que ce dernier ne peut être liquidé que par la dictature du prolétariat. Vous pouvez éduquer le prolétariat dans cet esprit à l'avance. Mais les millions qui forment les masses travailleuses ne seront conduites à la dictature du prolétariat que sur la base de leur propre expérience politique, et l'Assemblée nationale serait un pas progressif dans cette voie. C'est pourquoi nous mettons en avant ce mot d'ordre en le liant aux quatre mots d'ordre de la révolution démocratique : le transfert de la terre aux paysans pauvres, la journée de huit heures, l'indépendance de la Chine et l'autodétermination des nationalités existant sur le territoire de la Chine. »

(« Ecrits », éditions du Pathfinder Press, 1931-1932.)

A de très nombreuses reprises, Trotsky insista sur le fait qu'il n'y a, à sa connaissance, d'autre voie que celle des mots d'ordre politiques de la démocratie pour entraîner la grande masse des opprimés, de la paysannerie en particulier, dans la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Dans de nombreuses circonstances, opposer les soviets aux mots d'ordre de la démocratie et de l'Assemblée constituante revient inéluctablement à court-circuiter les processus de la mobilisation politique, autour du programme démo-

cratique révolutionnaire, dans la paysannerie et les larges masses opprimées. Dans « L'Internationale communiste après Lénine », Trotsky écrit :

« L'idée de la représentation du peuple entier, comme l'a montré l'expérience de toutes les révolutions bourgeoises, et en particulier celles qui libèrent les nationalités, est la plus élémentaire, la plus simple et la plus apte à intéresser de larges couches populaires. Plus la bourgeoisie qui commande résistera à cette revendication du « peuple entier », plus l'avant-garde prolétarienne se massera autour de notre drapeau, plus les conditions politiques mûriront pour la véritable victoire sur l'Etat bourgeois, qu'il soit le gouvernement militaire du Kuomintang ou un gouvernement parlementaire. » (« L'Internationale communiste après Lénine », éditions PUF, tome II, p. 424.)

Trotsky n'a de cesse de rappeler, dans ce texte comme dans d'autres, que l'expérience de la révolution russe, loin de contredire cette position, en a donné la confirmation la plus complète. Elle a démontré que la lutte pour la généralisation et la centralisation des conseils ouvriers — pour le pouvoir des soviets — s'est appuyée sur l'incessant combat pour la convocation de l'Assemblée constituante. Et l'on sait que dans sa lettre à l'Opposition de gauche chinoise, Trotsky souligne que la dissolution immédiate de l'Assemblée constituante avait été imposée par sa convocation retardée la dressant face au pouvoir des soviets, mais qu'une autre solution, meilleure pour les intérêts de la révolution, n'était pas exclue : que l'Assemblée constituante, se formant parallèlement aux soviets, apporte sa sanction au pouvoir des soviets.

Le programme de front unique anti-impérialiste court le risque

d'être un programme incomplet, boiteux, incapable de mobiliser réellement les masses les plus opprimées et arriérées des villes, s'il n'inclut pas les mots d'ordre de la démocratie, dont celui de l'Assemblée constituante souveraine. Celui-ci, répète Trotsky, n'a de sens que relié à l'ensemble des revendications transitoires vitales :

« Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) se combine ainsi étroitement, avec les autres : la journée de huit heures, la confiscation des terres et l'indépendance nationale complète de la Chine. » (Ibid, p. 402.)

Il est tout à fait possible qu'à une étape déterminée de la mobilisation des masses autour de ces mots d'ordre, la bourgeoisie nationale fasse une tentative pour se les réapproprier. Mais cela, dit Trotsky, ne fait que créer une situation où il est possible pour la classe ouvrière et son parti de démasquer, face aux masses, « le mensonge et la fausseté du parlementarisme » de la bourgeoisie et accentuer le combat contre elle sur un terrain immédiatement accessible aux plus larges masses éveillées à la vie politique.

---

## L'ACTUALITE DU MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE SOUVERAINE AU PEROU

---

Aujourd'hui, dans plusieurs pays importants d'Amérique latine, la crise des formes de domination bourgeoise vient donner une actualité toute spéciale au mot d'ordre de la Constituante souveraine.

Dans ces pays, la bourgeoisie se voit contrainte de braquer elle-même les yeux des masses sur la question des institutions politiques et provoque, dans la recherche d'une issue à ses problèmes politiques, des si-

tuations où c'est de façon immédiate que la question de la Constituante souveraine peut être posée.

Les discussions de l'OCI avec les camarades péruviens et brésiliens nous incitent à choisir ces deux pays pour poser le problème de ce mot d'ordre et de son utilisation, même s'il y a un nombre plus large de situations nationales où la question se pose.

Au Pérou, la crise de caractère prérévolutionnaire qui secoue le pays depuis les derniers mois du gouvernement Velasco, et surtout depuis sa chute et la formation du gouvernement Morales Bermudez, est plus qu'une simple crise du nationalisme bourgeois contraint par nature à s'inféoder à l'impérialisme. Il s'agit de la faillite d'un régime bonapartiste né d'un coup d'Etat à caractère préventif destiné à court-circuiter un mouvement de mobilisation des masses en voie de centralisation face au gouvernement compradore de Belaunde Terry.

Loin de réussir à canaliser ce mouvement, le régime Velasco a été amené, sous l'impact des puissants combats de classe, à prendre des mesures anti-impérialistes limitées afin de préserver l'essentiel : la domination de classe de la bourgeoisie, tout en cherchant à utiliser ces mesures limitées pour mettre en place des institutions de type bonapartiste. La grande grève des enseignants, les grèves dans les mines, la grève des travailleurs de la pêche ont représenté les jalons d'un mouvement de heurt croissant entre le gouvernement et les masses. Dans ce mouvement, le prolétariat a pris appui sur les syndicats indépendants de classe, à l'intérieur comme à l'extérieur de la CGTP dirigée par le PC péruvien.

La chute du gouvernement Velasco a constitué un bond en avant de la crise des formes de domination. Aujourd'hui, les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois créées sous Velasco se disloquent. la junte

militaire est rongée de contradictions. Morales Bermudez cherche une issue sur la base d'une Constituante octroyée, étape centrale vers la restauration jusqu'à un certain point du pouvoir civil. La Constituante octroyée vise à opérer une modification de la forme de domination de la bourgeoisie (dictature militaire en crise, héritière d'un régime bonapartiste) en une autre forme de domination, et à mettre en place un parlementarisme truqué, abâtardi, dans l'espoir de s'opposer à la lutte des masses et de la canaliser. Il s'agit, pour la dictature militaire en crise, appuyée sur l'impérialisme US, de tenter d'opérer en douceur la liquidation des institutions velasquistes. La crise de ces institutions engendrée par la montée des masses et l'incapacité du régime militaire à y faire face représentent en effet un appel d'air en permanence à l'action des masses. Elle motive l'impérialisme et la bourgeoisie péruvienne à rechercher pour l'instant un transfert de pouvoir vers un régime « civil », dégageant l'armée de ses responsabilités directes de gestion en vue de lui permettre de résocdre sa propre crise et de contrôler plus efficacement le pouvoir politique.

C'est sur la base de l'ensemble des relations présentes entre les classes marquées essentiellement par la puissante poussée des masses, que surgit la nécessité politique du mot d'ordre révolutionnaire de l'Assemblée constituante souveraine en vue d'ordonner et de centraliser le mouvement des masses contre le constitutionnalisme « octroyé » de Morales Bermudez. C'est autour de ce mot d'ordre que peut s'ordonner le combat pour le front unique anti-impérialiste au Pérou aujourd'hui.

Dans les conditions concrètes au Pérou, la crise de la dictature militaire et de ses institutions est devenue la crise des institutions de l'Etat bourgeois. Les revendications les plus pressantes des masses travailleuses se heurtent directement au pou-

von politique du régime militaire en crise, et des institutions bonapartistes en voie de dissolution. Même le prolétariat et les masses opprimées situant souverainement en opposition à la Constituante octroyée est une nécessité pour ouvrir une issue aux luttes des masses contre l'aggravation de leurs conditions d'existence. Mais ouvrir une issue centralisée aux revendications c'est ouvrir la voie vers la destruction de l'Etat bourgeois protégeant la domination conjointe de l'impérialisme et de la bourgeoisie.

La société péruvienne, l'ensemble des masses qui la composent sont désespérément à la recherche d'une issue. Le sentiment d'impasse totale qui pèse sur le pays, la crise économique sociale, politique qui le déchire expriment la faillite du bonapartisme et de l'ensemble des promesses qu'il avait faites. Dans cette situation, la revendication de la démocratie libre à l'ensemble des tâches historiques qui doivent être accomplies se pose comme une nécessité. Elle surgit du mouvement objectif des classes en présence, son exigence est la libération de la nation opprimée.

Seule la classe ouvrière entraînant les masses laborieuses des villes et des campagnes, les intellectuels et étudiants, peut garantir de façon consciente la marche vers le gouvernement ouvrier et paysan qui balancera le pouvoir bourgeois, incapable, parce qu'intéressé à l'impérialisme, d'arracher le pays à la misère et au chômage.

« A une certaine étape de la mobilisation, des soviets pourront et devront surgir ». Le combat politique pour la Constituante souveraine, sur un programme de revendications transitoires correspondant aux formes exactes dans lesquelles se présente au Pérou aujourd'hui les tâches démocratiques fondamentales de l'émancipation nationale et la libération sociale est un élément de

Ce programme doit être rédigé, les forces politiques susceptibles de mener le combat doivent être tenues et le combat politique engagé face à elles pour les pousser vers cet objectif. Ces forces existent. C'est le POMR, ce sont la Fédération des mineurs et l'ensemble des syndicats de classe indépendants, ce sont également les syndicats de base de la CGTP qui s'opposent à la politique de division des dirigeants.

Aujourd'hui, les conditions existent pour promouvoir une politique de front unique anti-impérialiste de toutes les organisations ouvrières, syndicales, politiques, paysannes, et d'autres syndicats ouvriers, la Confédération paysanne, et d'autres organisations ouvrières et démocratiques.

Le programme de revendications transitoires serait incomplet sans le mot d'ordre politique qui permet de les centraliser. Mais inversement, le mot d'ordre de la Constituante souveraine exige d'être rempli d'un contenu qui est celui des revendications pressantes des masses telles qu'elles les formulent ou telles que les révolutionnaires peuvent les dégager.

En tant que mot d'ordre transitoire, le mot d'ordre de la Constituante serait achevé dans les conditions péruvienne sans un mot d'ordre de gouvernement. La crise du gouvernement Morales Bermúdez et le sentiment d'impasse totale qui régnent l'exigent. Il doit être lui-même formulé de façon transitoire sous la forme suivante : Gouvernement responsable devant la Constituante souveraine ! Pour le gouvernement ouvrier et paysan !

### LE MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE SOUVERAINE DANS LE CADRE BRÉSILIEN

Au Brésil, il y a également crise de domination politique, dans les

conditions qui sont propres à ce pays. Au sein de la bourgeoisie brésilienne, comme entre elle et la bourgeoisie impérialiste yankee, les contradictions s'exacerbent.

La classe ouvrière est entrée depuis 1973 dans un processus de re-composition de ses forces, processus dont témoigne un accroissement en ampleur et en nombre des grèves et luttes de classe. Un regroupement des forces au sein des masses est en cours, qui a déjà des repercussions dans la mobilisation politique que connaît aujourd'hui la jeunesse universitaire.

Le combat mené par les métallurgistes de Sao Paulo en septembre 1977, le rattrapage salarial (34 % perdus entre 1973-1974 en conséquence de la politique de blocage des salaires) a mobilisé une catégorie qui compte 300.000 ouvriers dans cette seule ville. A Sao Bernardo, plusieurs assemblées se sont tenues avec la participation de 5.000 métallos en septembre. De leur côté, les étudiants de l'université de Brasilia ont mené une grève générale pendant plus de trois mois en dépit de l'invasion du campus par l'armée et la police.

Parallèlement, la pression économique et financière brutale de l'impérialisme et les contrecoups de la crise économique mondiale sur l'économie brésilienne conduisent la bourgeoisie brésilienne à envisager d'un jour toujours plus défavorable un régime qui lui offre moins de protection qu'avant face à ces pressions et contrecoups.

L'Association commerciale de Sao Paulo et d'autres organismes représentatifs du patronat brésilien ont multiplié les déclarations affirmant la nécessité de mieux résister aux pressions de l'impérialisme. Plus significative encore est la manière dont la bourgeoisie s'est lancée à la création de nouveaux partis politiques (Parti nationaliste, Parti travailliste brésilien, et d'autres regroupements qui se forment autour de Severo Gomes, Cirne Lima et d'autres anciens ministres de la dictature).

Un ensemble de facteurs se conjuguent pour inciter la bourgeoisie à s'engager dans la recherche des voies qui lui procurent une modification des formes de sa propre domination politique. Dans la recherche d'une issue, le MDB, parti bourgeois créé par la dictature elle-même en 1965, a adopté en convention nationale la thèse de « l'Assemblée constituante avec Geisel » (septembre 1977). En octobre, la crise politique a touché la camarilla militaire directement, avec la tentative avortée de coup d'Etat de la part du ministre de l'Armée de terre Silvio Frota. Le déclinement des forces armées s'est approfondi avec la décision de Geisel de nommer comme son successeur le chef des services de Sécurité, le général Figueiredo, provoquant une deuxième crise militaire en trois mois.

Il ne peut y avoir de passage d'une forme de domination politique telle que la dictature actuelle à une forme qui intègre des éléments de démocratie parlementaire bourgeoise sans crise politique grave créant des brèches à l'intervention active et centrale des masses. Le rôle des trotskystes doit être de s'y préparer et de le préparer. Pour cela ils peuvent se saisir du mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine.

Ce mot d'ordre s'impose. Il s'agit de l'ensemble de la situation. Il est significatif que, dans la déclaration adoptée à l'issue de la grande manifestation étudiante du 15 juin 1977,

« expression claire de la remontée des masses », les manifestants se soient prononcés pour « une Constituante librement élue avec liberté d'expression pour tous les partis, y compris les partis ouvriers ».

Les staliniens entendent faire barrage à l'Assemblée constituante souveraine. Alors que les manifestations et les grèves étudiantes se succédaient, le PC brésilien publiait, dans son journal « *Voz Operaria* », un « Manifeste à la nation ». Gregorio Bezerra, membre du CC du PCB, s'en explique ainsi dans « *L'Humanité* » du 13 juin 1977 :

91

nations où c'est de façon immédiate que la question de la Constituante souveraine peut être posée.

Les discussions de l'OCI avec les camarades péruviens et brésiliens nous incitent à choisir ces deux pays pour poser le problème de ce mot d'ordre et de son utilisation, même s'il y a un nombre plus large de situations nationales où la question se pose.

Au Pérou, la crise de caractère prérévolutionnaire qui secoue le pays depuis les derniers mois du gouvernement Velasco, et surtout depuis sa chute et la formation du gouvernement Morales Bermudez, est plus qu'une simple crise du nationalisme bourgeois contraint par nature à s'infeoder à l'impérialisme. Il s'agit de la faillite d'un régime bonapartiste né d'un coup d'Etat à caractère préventif destiné à court-circuiter un mouvement de mobilisation des masses en voie de centralisation face au gouvernement compradore de Belaunde Terry.

Loin de réussir à canaliser ce mouvement, le régime Velasco a été amené, sous l'impact des puissants combats de classe, à prendre des mesures anti-impérialistes limitées afin de préserver l'essentiel : la domination de classe de la bourgeoisie, tout en cherchant à utiliser ces mesures limitées pour mettre en place des institutions de type bonapartiste. La grande grève des enseignants, les grèves dans les mines, la grève des travailleurs de la pêche ont représenté les jalons d'un mouvement de heurt croissant entre le gouvernement et les masses. Dans ce mouvement, le prolétariat a pris appui sur les syndicats indépendants de classe, à l'intérieur comme à l'extérieur de la CGTP dirigée par le PC péruvien.

La chute du gouvernement Velasco a constitué un bond en avant de la crise des formes de domination. Aujourd'hui, les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois créées sous Velasco se disloquent, la junte

militaire est rongée de contradictions. Morales Bermudez cherche une issue sur la base d'une Constituante octroyée, étape centrale vers la restauration jusqu'à un certain point du pouvoir civil. La Constituante octroyée vise à opérer une modification de la forme de domination de la bourgeoisie (dictature militaire en crise, héritière d'un régime militaire en crise, héritière d'un régime bonapartiste) en une autre forme de domination, et à mettre en place un dilettantisme truqué, abâtardi, dans l'espoir de s'opposer à la lutte des masses et de la canaliser. Il s'agit, pour la dictature militaire en crise, appuyée sur l'impérialisme US, de tenter d'opérer en douceur la liquidation des institutions velasquistes. La crise de ces institutions engendrée par la montée des masses et l'incapacité du régime militaire à y faire face représentent en effet un appel d'air en permanence à l'action des masses. Elle motive l'impérialisme et la bourgeoisie péruvienne à rechercher pour l'instant un transfert de pouvoir vers un régime « civil », dégageant l'armée de ses responsabilités directes de gestion en vue de lui permettre de résoudre sa propre crise et de contrôler plus efficacement le pouvoir politique.

C'est sur la base de l'ensemble des relations présentes entre les classes marquées essentiellement par la puissante poussée des masses, que surgit la nécessité politique du mot d'ordre révolutionnaire de l'Assemblée constituante souveraine en vue d'ordonner et de centraliser le mouvement des masses contre le constitutionnalisme « octroyé » de Morales Bermudez. C'est autour de ce mot d'ordre que peut s'ordonner le combat pour le front unique anti-impérialiste au Pérou aujourd'hui.

Dans les conditions concrètes au Pérou, la crise de la dictature militaire et de ses institutions est devenue la crise des institutions de l'Etat bourgeois. Les revendications les plus pressantes des masses travailleuses se heurtent directement au pou-

terres et de libération nationale par rapport au joug impérialiste, pour acquérir de cette façon son plein potentiel révolutionnaire

Aujourd'hui, pour les trotskystes brésiliens, les mots d'ordre d'« A has

la dictature ! Assemblée constituante souveraine ! » sont les axes du combat pour la construction du parti révolutionnaire.

Etienne Laurent,  
25 décembre 1977.